



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

**EDITION SPECIALE DELEGATIONS DE SIGNATURE**

**n° 01 du 17 janvier 2011**

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 18 janvier 2011

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	2
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>2</b>
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>2</b>
Bureau de l'interministérialité .....	2
Arrêté préfectoral n° 11.BI.01 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.....	2
Arrêté préfectoral n° 11.BI.02 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY .....	2
Arrêté préfectoral n° 11.BI.03 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE.....	5
Arrêté préfectoral n° 11.BI.04 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.....	8
Arrêté préfectoral n° 11.BI.05 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.....	10
Arrêté préfectoral n° 11.BI.06 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet .....	12
Arrêté préfectoral n° 11.BI.07 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de la coordination interministérielle et des moyens .....	13
Arrêté préfectoral n° 11.BI.08 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale.....	15
Arrêté préfectoral n° 11.BI.09 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques.....	16
Arrêté préfectoral n° 11.BI.10 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires.....	19
Arrêté préfectoral n° 11.BI.11 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale.....	29
Arrêté préfectoral n° 11.BI.12 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine .....	31
Arrêté préfectoral n° 11.BI.14 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations.....	32
Arrêté préfectoral n° 11.BI.15 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique.....	35
Arrêté préfectoral n° 11.BI.16 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Miguel FABBRI, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle .....	35
Arrêté préfectoral n° 11.BI.17 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.....	36
Arrêté préfectoral n° 11.BI.18 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle .....	39
Arrêté préfectoral n° 11.BI.19 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine .....	40
Arrêté préfectoral n° 11.BI.20 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature Madame Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle .....	42
Arrêté préfectoral n° 11.BI.21 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature au Colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.....	43
Arrêté préfectoral n° 11.BI.22 du 17 janvier 2011 portant délégation de pouvoir d'homologuer les rôles d'impôts directs au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle .....	44
Arrêté préfectoral n° 11.BI.23 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Gérard PHILIPPON, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.....	45
Arrêté préfectoral n° 11.BI.24 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature au colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur du service départemental d'incendie et de secours .....	46
Arrêté préfectoral n° 11.BI.25 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Dominique SIMON, directeur interrégional Grand Est de la protection judiciaire de la jeunesse.....	47
Arrêté préfectoral n° 11.BI.26 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est.....	47
Arrêté préfectoral n° 11.BI.27 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects.....	48
Arrêté préfectoral n° 11.BI.28 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, chargé d'assurer l'intérim du chef du service de la navigation du Nord-Est .....	48
Arrêté préfectoral n° 11.BI.29 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle.....	50
Arrêté préfectoral n° 11.BI.30 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est51	
Arrêté préfectoral n° 11.BI.31 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Alain COUIC, directeur du service régional de la police judiciaire à NANCY.....	53
Arrêté préfectoral n° 11.BI.32 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine.....	53
Arrêté préfectoral n° 11.BI.33 du 17 janvier 2011 accordant délégations d'ingénierie publique .....	54
Arrêté préfectoral n° 11.BI.35 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Luis- Filipe ALVES, adjoint technique principal 2ème classe.....	55
Arrêté préfectoral n° 11.BI.36 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel.....	55
Arrêté préfectoral n° 11.OSD.01 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle .....	56
Arrêté préfectoral n° 11.OSD.02 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle .....	57
Arrêté préfectoral n° 11.OSD.03 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations.....	59
Arrêté préfectoral n° 11.OSD.04 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public, responsable du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle .....	60
Arrêté préfectoral n° 11.OSD.05 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.....	61
Arrêté préfectoral n° 11.OSD.06 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale.....	62
Arrêté préfectoral n° 11.OSD.07 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine .....	63
Arrêté préfectoral n° 11.OSD.08 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire pour les opérations de liquidation et de liaison dans le cadre de la paye sans ordonnancement préalable à l'école d'architecture de Nancy .....	64

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.01 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 28 janvier 2010 nommant Mme Juliette TRIGNAT en qualité de sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1 : Délégation est donnée à M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer tous les arrêtés, décisions, circulaires, rapports, documents et correspondances relevant des attributions de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'exception des arrêtés de conflit.

Article 2: En cas d'absence ou d'empêchement de M. François MALHANCHE, la délégation définie à l'article 1 de l'arrêté susvisé est dévolue dans les mêmes conditions à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète chargée de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement du Préfet de Meurthe-et-Moselle, M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle assure la suppléance du préfet conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004 susvisé.

Article 4 : L'arrêté n°09.BMSSE.80 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'arrêté modificatif n° 10.BI.18 du 15 mars 2010 sont abrogés.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à :

- M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de BRIEY
- M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de LUNEVILLE
- M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de TOUL
- M. Frédéric BERNARDO, directeur de cabinet
- Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète chargée de mission
- Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.02 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiée et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 6 mai 2009 nommant M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE

1) Octroi du concours de la force publique :

pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;

autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale.

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982) ;

fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982).

4) Police des armes :

visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié) ;

attestations de délivrance initiale d'un permis de chasser original d'un permis de chasser original ou d'un duplicata ;

visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France.

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963) ;

réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route) ;

récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

6) Police funéraire :

création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;

autorisation de transport de corps en territoire étranger.

7) Professions et activités réglementées :

agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;

autorisation des ventes en liquidation (code de commerce, articles L310-1 à L. 310-7) ;

délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970) ;

cartes forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

## II - ÉTAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer) ;

2) Passeports ;

3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration).

## III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

1) Constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de BRIEY.

2) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route.

## IV - ÉLECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales :

créations ou suppressions de bureaux de vote ;

constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral) ;

fixation des dates limites :

du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande ;

de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale ;

de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche.

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints.

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de BRIEY.

4) Limites territoriales :

prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;

prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

5) Intercommunalité :

création et dissolution des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;

autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI ;

autres modifications statutaires desdits EPCI ;

décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;

création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;

acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

6) Divers :

délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1er octobre 1990.

## V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales ;

2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

signature des recours gracieux et lettres d'observation

information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;

saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

4) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

5) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

## VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME

1) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques.

2) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

## VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts :

distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;

soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;

avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;

décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural).

## VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDUS EUROPÉENS

1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

des fonds structurels européens ;

des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).

de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État – Région.

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).

## IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis.

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement.

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation).

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux.

5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de BRIEY pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de BRIEY pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, cette présidence est assurée par M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Annie Lavaux, attachée, chef du bureau des libertés publiques et des affaires locales.

ARTICLE 3 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, dont la sous-préfecture de BRIEY, délégation de signature est donnée à M. Jacky HAUTIER, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché

- la constatation du service fait

- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

1) Délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires ;

- de permis étrangers dont la conversion est possible ;

- de permis internationaux.

2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul ;

3) Délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles et attestations de non-gage.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, cette délégation de signature est accordée à M. Jean-Marie CITERLÉ, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par Mme Annie LAVAU, attachée, chef du bureau des libertés publiques et des affaires locales.

Mlle Marie-Josèphe DIDIER, secrétaire administratif de classe normale, et Mlle Solange USSELMANN, adjoint administratif principal de 1ère classe, sont habilitées à signer les documents et pièces suivants constitutifs des dossiers de demande de naturalisation par décret ou par mariage, à savoir :

- déclaration de nationalité française ;

- attestation sur l'honneur de la communauté de vie ;

- récépissé marquant le caractère complet du dossier ; procès-verbaux d'assimilation.

Dans le cadre de l'instruction des dossiers concernant le renouvellement des titres de séjour d'étrangers conjoints de français et les demandes de carte de résident de 10 ans, Mlle Jasmine ROUGUI est habilitée à signer la déclaration sur l'honneur attestant de l'existence de la communauté de vie, ainsi que le questionnaire d'intégration républicaine.

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique) ;

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire ;

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence ;

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001) ;

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant ;

refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ;

retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour ;

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est accordée M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

ARTICLE 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, délégation de signature est accordée à M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2, 5 et 6, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence des commissions de surendettement.

Délégation de signature permanente est également accordée à M. Jean-Marie Citerlé pour signer :

- les ampliations des arrêtés,
- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, délégation de signature est accordée à Mme Annie Lavaux, attachée, chef du bureau des libertés publiques et des affaires locales, à l'effet de signer les matières déléguées à M. Jean-Marie Citerlé.

ARTICLE 10: En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY sont exercées par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. HAUTIER et de M. MALHANCHE, la suppléance de M. Jacky HAUTIER est assurée par M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

ARTICLE 11 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.10 du 10 février 2010 accordant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, est abrogé.

ARTICLE 12 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

#### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.03 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;

VU le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY, sous-préfet hors classe, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 6 mai 2009 nommant M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

ARTICLE 1 : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

#### **I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE**

1) Octroi du concours de la force publique :

pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;

autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale.

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982) ;

fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982).

4) Police des armes :

visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié) ;

attestations de délivrance initiale d'un permis de chasser original d'un permis de chasser original ou d'un duplicata ;

visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France.

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963) ;  
réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route) ;  
récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

6) Police funéraire :

création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;  
autorisation de transport de corps en territoire étranger.

7) Professions et activités réglementées :

agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;  
autorisation des ventes en liquidation (code de commerce, articles L.310-1 à L.310-7) ;  
délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970) ;  
carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer) ;

2) Passeports ;

3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration).

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE

- Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route.

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales

créations ou suppressions de bureaux de vote ;  
constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral) ;  
fixation des dates limites :

du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande ;  
de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale ;  
de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche.

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints ;

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville.

4) Limites territoriales :

prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;

prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

5) Intercommunalité :

création et dissolution des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement, et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;

autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI ;

autres modifications statutaires desdits E.P.C.I ;

décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;

création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;

acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

6) Divers

délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1er octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales ;

2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

signature des recours gracieux et lettres d'observation

information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;

saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

4) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

5) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

1) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques ;

2) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII – ENVIRONNEMENT

Police des forêts :

distriction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;

soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;

avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;

approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;

décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du Code Rural).

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS

1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subventions au titre :

des fonds structurels européens

des subventions d'état : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).

3) Toutes correspondances relatives à la mission d'animation de l'espace rural et à l'instruction des dossiers consécutifs à cette mission, définie par la lettre de mission du 15 novembre 2007 et complétée le 5 juillet 2010.

#### IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis ;

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement ;

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation) ;

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux ;

5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

ARTICLE 2 : Délégation est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de LUNEVILLE pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, et de la commission d'arrondissement de LUNEVILLE pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, cette présidence est assurée par M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Bernard Frégières, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise Simon, secrétaire administrative de classe normale.

ARTICLE 3 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché ;

- la constatation du service fait ;

- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

1) Délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires ;
- de permis étrangers dont la conversion est possible ;
- de permis internationaux.

2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul

3) Délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique) ;

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire ;

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence ;

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001) ;

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant :

refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ;

retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

ARTICLE 6 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'OPH de Lunéville.

ARTICLE 7 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général.

ARTICLE 8 : Délégation permanente de signature est donnée à M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, à l'effet de signer au nom du sous-préfet de Lunéville les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous documents se rapportant à la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale visés à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, délégation de signature est donnée à M. Bernard Frégières, secrétaire administratif de classe supérieure, Mme Françoise Simon, secrétaire administrative de classe normale et Mlle Anne-Lise LURON, secrétaire administrative de classe normale.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE sont exercées par M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. SAFFREY et de M. Hubert ESPIASSE, la suppléance de M. Philippe SAFFREY est assurée par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY.

ARTICLE 10 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.19 du 29 mars 2010 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, est abrogé.



ARTICLE 11 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.04 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;

VU le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE ;

VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est accordée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, dans les limites de la circonscription territoriale de l'arrondissement de TOUL et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE :**

**1) Octroi du concours de la force publique :**

pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;

autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

**2) Réquisition de logements**

**3) Police des débits de boissons :**

délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982) ;

fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982).

**4) Police des armes :**

visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)

attestations de délivrance initiale d'un permis de chasser original d'un permis de chasser original ou d'un duplicata ;

visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

**5) Manifestations sportives sur la voie publique :**

arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)

réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)

récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

**6) Police funéraire :**

création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;

autorisation de transport de corps en territoire étranger

**7) Professions et activités réglementées :**

agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;

autorisation des ventes en liquidation (code du Commerce, articles L.310-1 à L.310-7) ;

délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret n° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970) ;

cartes foraines et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

**II - ETAT- CIVIL ET ASSOCIATIONS :**

**1) Carte nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer) ;**

**2) Passeports ;**

**3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration).**

**III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE :**

Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route.

**IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES :**

**1) Affaires électorales :**

créations ou suppressions de bureaux de vote,

constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral),

fixation des dates limites :

du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande, de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale, de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche.

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul

4) Limites territoriales :

prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;

prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

5) Intercommunalité :

création et dissolution des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement, et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;

autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI ;

autres modifications statutaires desdits E.P.C.I ;

décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;

création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;

acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

6) Divers :

Délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques, utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1er octobre 1990.

#### V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales ;

2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

signature des recours gracieux et lettres d'observation

information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;

saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

4) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

5) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

#### VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

1) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques ;

2) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement ;

3) Arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

#### VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;

soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;

avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;

approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;

décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural).

#### VIII - SUBVENTIONS D'ÉTAT ET FONDS EUROPÉENS :

1) "Accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

des fonds structurels européens ;

des subventions d'État : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).

#### IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis ;

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement ;

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation) ;

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux ;

5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de TOUL pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de TOUL pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mlle Jacqueline THOUVENIN, attachée principale, secrétaire générale de la sous-préfecture de l'arrondissement de TOUL. En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Danielle Thirion, secrétaire administrative de classe normale.

ARTICLE 3 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, délégation de signature est donnée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché ;

- la constatation du service fait ;

- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est accordée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

1) Délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires,
- de permis étrangers dont la conversion est possible,
- de permis internationaux.

2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul.

3) Délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est accordée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ,
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ,
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :
  - refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour,
  - retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

ARTICLE 6 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général.

ARTICLE 7 : Délégation permanente de signature est accordée à Mlle Jacqueline THOUVENIN, attachée principale, secrétaire général, à l'effet de signer, au nom du sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 7 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Jacqueline THOUVENIN, délégation de signature est accordée à Mme Sylvie Zander, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de TOUL sont exercées par M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. ESPIASSE et de M. SAFFREY, la suppléance de M. Hubert ESPIASSE est assurée par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle .

ARTICLE 9 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.15 du 1er mars 2010, accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, est abrogé.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de TOUL et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle..

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

#### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.05 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 28 janvier 2010 nommant Mme Juliette TRIGNAT en qualité de sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

ARTICLE 1er : Délégation de signature est accordée à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer les actes et décisions afférents au développement économique, aux relations économiques avec les entreprises, ainsi qu'aux mesures de soutien à l'activité économique et à l'emploi.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, dans les limites de la circonscription territoriale de Nancy et à l'exclusion des communes appartenant à la communauté urbaine du Grand Nancy et des établissements publics de coopération intercommunale dont le siège est situé dans le périmètre de la communauté urbaine du Grand Nancy, à l'effet de signer les actes et décisions afférents aux matières énumérées ci-dessous :

**I - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**

**1) Affaires électorales**

créations ou suppressions de bureaux de vote,

constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral).

fixation des dates limites :

du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande, de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale, de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche,

**2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints**

**3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Nancy**

**4) Limites territoriales :**

prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;

prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

**5) Intercommunalité :**

création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;

autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI ;

autres modifications statutaires desdits E.P.C.I ;

décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;

création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;

acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

**6) Divers :**

Délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques, utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1er octobre 1990.

**II - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS :**

**1) "Accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :**

des fonds structurels européens ;

des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Dotation d'Equipeement des Territoires Ruraux (DETR).

**2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Equipeement des Territoires Ruraux (DETR).**

**III - CONTRÔLE ADMINISTRATIF**

**1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales.**

**2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :**

signature des recours gracieux et lettres d'observation, information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif.

**3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :**

saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;

saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

4) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes.

5) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés à Mme Juliette TRIGNAT, sur l'ensemble du département pour :

- les arrêtés d'hospitalisation sous contrainte (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du code de la santé publique),

- les arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),

- tous les actes pris en application des dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment :

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers,

- les arrêtés fixant le pays de renvoi,

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance,

- les décisions portant :

refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour,

retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour,

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Juliette TRIGNAT, la délégation qui lui est consentie est exercée par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 5 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement du cabinet et de la résidence du directeur de cabinet, délégation de signature est donnée à Mme Juliette TRIGNAT en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché,

- la constatation du service fait,

- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

ARTICLE 6 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.30 du 11 mai 2010 accordant délégation de signature à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète chargée de mission, est abrogé.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture et Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.06 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 17 octobre 2008 nommant M. Frédéric BERNARDO, magistrat de l'ordre judiciaire, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

- les arrêtés d'hospitalisation d'office
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy
- les arrêtés de réquisition de médecins dans le cadre de la permanence des soins
- les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle.

**BUREAU DU CABINET :**

affaires liées :

- aux élections et à l'analyse politique
- aux médailles et distinctions honorifiques
- au protocole et au suivi des dossiers du préfet
- aux interventions des élus et des particuliers
- aux déplacements officiels.

**BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ :**

affaires liées :

- à la sécurité et à l'ordre public
- à la prévention de la délinquance et animation de l'ensemble des instances concourant à la mise en œuvre de ces politiques, en lien avec les forces de sécurité intérieure
- au secrétariat du comité de lutte contre la fraude
- à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT).

**SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :**

- affaires liées à la sécurité civile, la protection des populations, le secours aux personnes, les catastrophes naturelles, la défense civile et les gestion des crises, les explosifs, la présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées.

ARTICLE 2 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement du cabinet et de la résidence du directeur de cabinet, délégation de signature est donnée à M. Frédéric BERNARDO, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché,
- la constatation du service fait,
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric BERNARDO, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet, à l'exception des arrêtés d'hospitalisation d'office.

ARTICLE 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1 ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

**BUREAU du cabinet :**

- M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie VOUAUX, attachée, adjointe au chef du bureau, à l'exception des documents comptables visés à l'article 2.

**BUREAU de la prévention et de la sécurité :**

- M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Martine GILLET, secrétaire administrative, adjointe au chef du bureau.

**SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :**

- M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile
- M. Olivier BECKER, attaché principal, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à M. Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Christiane Balle, secrétaire administrative de classe normale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- M. Olivier Becker, attaché principal, adjoint au chef de bureau du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif de classe supérieure,
- Mme Christiane Balle, secrétaire administrative de classe normale,
- M. Fabien LAFONT secrétaire administratif de classe normale.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
- retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

ARTICLE 6 : Demeurent réservés à la signature de M. le préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy

b) les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.25 du 15 avril 2010 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, directeur de cabinet, est abrogé.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Frédéric BERNARDO, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie en sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

#### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.07 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de la coordination interministérielle et des moyens**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'État effectuée au plan local ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté ministériel n°04/1377/A du 10 novembre 2004 nommant M. Jacques SABLAYROLLES directeur des services de préfecture ;

VU l'instruction A.7 du 2 août 1960 modifiée, du ministre des finances et des affaires économiques concernant le recouvrement des créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, notamment son article 122-13 ;

VU l'arrêté ministériel n° 10/0103/A du 21 janvier 2010 portant réintégration, nomination et détachement de M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de préfecture, dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur de la coordination interministérielle et des moyens de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er février 2010 pour une période de cinq ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;

modifié par l'arrêté préfectoral du 27 février 2006 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de la coordination interministérielle et des moyens, à l'effet de signer :

I – POUR L'ENSEMBLE DES BUREAUX DE LA DIRECTION :

- la saisine des différents services pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,
- les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,

- les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des élus ou des particuliers,
- les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
- les lettres de notification de décisions administratives, arrêtés préfectoraux et conventions.

#### II - POUR LE BUREAU DE L'INTERMINISTERIALITE (D.C.I.M./1)

- les actes, documents et copies conformes correspondant à une décision d'autorité en matière de gestion et de conservation du domaine public national et du domaine privé de l'Etat.

#### III - POUR LE BUREAU DES FINANCES DE L'ETAT (D.C.I.M./2)

- les arrêtés d'admission en non-valeur du trésorier-payeur général,
- les arrêtés d'avance sur le produit des impositions,
- les formules exécutoires apposées sur les titres de perception émis par l'ordonnateur secondaire ou par l'un de ses délégués,
- les documents relatifs d'une part, à l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses de l'Etat et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres et recettes de l'Etat, en application de l'article 15 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982,
- les contrats et lettres de commande faisant l'objet d'une procédure adaptée, à l'exception des contrats de maîtrise d'œuvre et des marchés passés en procédure adaptée supérieurs à 206000 € H.T. pour les travaux,
- toutes pièces de marchés publics financés sur les crédits ordonnancés par le service, à l'exception des décisions attributives de marchés formalisés pour les fournitures et services et des marchés passés en procédure adaptée supérieurs à 206000 € H.T. pour les marchés publics de travaux, et les pièces constitutives de ces marchés (actes d'engagement, cahiers des charges et bordereau de décomposition des prix),
- les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau assure la responsabilité de gestion,
- le budget déconcentré de la préfecture (préparation, exécution, contrôle des centres de coûts),
- la tenue des inventaires du mobilier, des bureaux et des résidences.
- les arrêtés autorisant de façon permanente d'utiliser son véhicule personnel pour les besoins du service et les autorisations temporaires d'utiliser son véhicule personnel.

#### IV - POUR LE BUREAU DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'ACTION SOCIALE (D.C.I.M./3)

##### a) dans le domaine des ressources humaines

- la gestion du personnel titulaire et contractuel relevant du ministère de l'intérieur et affecté en préfecture, dans les sous-préfectures et les juridictions administratives,
- les arrêtés portant octroi de congés de maladie, congés de maternité et accidents du travail sur présentation des certificats médicaux réglementaires,
- les procès-verbaux de la commission départementale de réforme des fonctionnaires de l'Etat concernant les agents de la préfecture et des sous-préfectures,
- le secrétariat et la préparation des travaux du comité technique paritaire et des commissions administratives paritaires, ainsi que du comité d'hygiène et de sécurité,
- l'organisation locale des concours et des recrutements du personnel,
- la paie et les rémunérations accessoires (liquidation, liaison-rémunération),
- le recrutement des agents contractuels occasionnels,
- dans le domaine de la formation : au titre des BOP 307, 216 et 148, tous actes et documents relatifs à la gestion logistique (transport, hébergement, frais de déplacement) des personnels administratifs, techniques et de service de la préfecture et des sous-préfectures placés sous l'autorité du préfet de Meurthe-et-Moselle, ainsi que des formateurs intervenant dans le département, à l'exclusion des décisions portant sur l'organisation et le contenu des formations,

##### b) dans le domaine de l'action sociale :

- la gestion de l'action sociale du ministère de l'Intérieur (ordonnancement secondaire),
- le secrétariat permanent de la commission départementale d'action sociale,
- le logement des fonctionnaires.

#### V - POUR LE BUREAU DE LA LOGISTIQUE ET DE L'IMMOBILIER (D.C.I.M./4)

- la gestion centrale du courrier ;
- l'archivage ;
- le recueil des actes administratifs ;
- la maintenance technique des installations ;
- l'entretien des immeubles administratifs, des résidences et des espaces verts ;
- la reprographie ;
- la gestion et la maintenance du patrimoine immobilier (acquisitions, travaux, maintenance) ;
- le rôle de prescripteur qui comprend :
  - la décision de dépenses et recettes en validant des expressions de besoins
  - la constatation du service fait
  - le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

#### VI - POUR LE SERVICE DEPARTEMENTAL DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION (D.C.I.M./5)

- permanence des liaisons gouvernementales ;
- analyse et développement de projets applicatifs locaux et des sites web (Intranet, Internet, Système d'information territorial : SIT) ;
- gestion technique des matériels et des réseaux ;
- assistance bureautique, gestion administrative des matériels et logiciels
- standard
- le rôle de prescripteur qui comprend :
  - la décision de dépenses et recettes en validant des expressions de besoins
  - la constatation du service fait
  - le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

ARTICLE 2 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, dont la direction de la coordination interministérielle et des moyens, délégation de signature est donnée à M. Jacques SABLAYROLLES, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés
- la constatation du service fait
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques SABLAYROLLES, la délégation visée à l'article I ci-dessus est exercée par Mme Hélène DURAND, attachée principale, chef du bureau de l'interministérialité ou par Mme Frédérique BELLO-LAPANNE, attachée, chef du bureau des ressources humaines et de l'action sociale ou par Mme Anne PIERRE, attachée, chef du bureau des finances de l'Etat.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jacques SABLAYROLLES, de Mme Hélène DURAND, Mme Frédérique BELLO-LAPANNE et de Mme Anne PIERRE, les délégations visées à l'article I ci-dessus, sont exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents ci-après désignés :

Bureau de l'interministérialité

- Mlle Marion OUDIN, attachée
- Mme Concetta DI BLASI, secrétaire administrative de classe normale
- Mme Lydie-Anne FRITZSCH, secrétaire administrative de classe normale

Bureau des finances publiques

- Mme Farida CHAIB, secrétaire administrative de classe normale
- Mme Flore MARTIN, secrétaire administrative de classe normale.

Bureau des ressources humaines et de l'action sociale :

- M. Dimitri BOCQUET, attaché
- M. Hervé Froment, secrétaire administratif de classe supérieure
- M. David ANDRE, secrétaire administratif de classe supérieure
- Mme Sylviane RICHARD, secrétaire administrative de classe normale
- Mme Valérie HOFFART, adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe, uniquement pour les procès-verbaux de la commission départementale de réforme des fonctionnaires de l'Etat concernant les agents de la préfecture et des sous-préfectures.

Bureau de la logistique et de l'immobilier :

- M. Didier WITTIG, contrôleur des services techniques de classe supérieure, contrôleur de travaux
- M. Denis Lapointe, maître ouvrier principal, uniquement pour ce qui concerne l'achat de petits équipements pour des sommes ne dépassant pas 500 €.

- Mme Isabelle HethEier, secrétaire administrative de classe normale

Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

- M. Lionel Thiébaud, inspecteur principal des systèmes d'information et de communication, chef du service
- M. Pierre Camaille, contrôleur principal des systèmes d'information et de communication.

ARTICLE 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.14 du 15 mars 2010 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, est abrogé.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de la coordination interministérielle et des moyens, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

#### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.08 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté ministériel n° 04/1273/A du 26 octobre 2004 nommant M. Francis GIROUX directeur des services de préfecture ;  
VU l'arrêté ministériel n° 10/0102/A du 21 janvier 2010 portant réintégration, nomination et détachement de M. Francis GIROUX, directeur de préfecture, dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur de l'action locale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er février 2010 pour une période de cinq ans ;  
VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;  
modifié par l'arrêté préfectoral du 27 février 2006 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale, à l'effet de signer :

- I - Pour l'ensemble des bureaux de la direction

Tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision et notamment :

- les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,
- la saisine des différents services de l'Etat pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,
- les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des particuliers ou des élus,
- les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
- les lettres de notification des décisions administratives, des arrêtés préfectoraux et des conventions.

II- Pour le bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales

- les arrêtés attributifs du fonds de compensation pour la T.V.A.
- les accusés de réception des demandes de subvention,
- les certificats de service fait pour les dossiers de subventions européennes et les dossiers de subventions FNADT.

III- Pour le bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

- Les arrêtés préfectoraux fixant le montant des indemnités à verser aux commissaires enquêteurs à la suite d'enquêtes publiques réalisées dans des domaines relevant de la compétence du bureau.

IV- Pour le bureau des procédures environnementales

- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun et les enquêtes parcellaires prescrites au titre du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun prescrites au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,
- les récépissés de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,



- les récépissés pour l'activité de transport, courtage et négoce de déchets,
- les conventions de servitudes pour des ouvrages déclarés d'utilité publique.

ARTICLE 2 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, délégation de signature est donnée à M. Francis GIROUX, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché

- la constatation du service fait
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis GIROUX, la délégation visée aux articles 1 et 2 ci-dessus est exercée :

- pour le bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales par Mme Marie-Line BOULANGER, attachée principale, chef de bureau,
- pour le bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités par M. Gérard GEISLER, attaché principal, chef de bureau ou, en son absence, par Mme Brigitte DEDISSE, attachée, adjointe au chef de bureau,
- pour le bureau des procédures environnementales par Mme Annie LEBEL, attachée principale, chef de bureau ou, en son absence, par M. Guy-Michel DURIVAUX, attaché, chef de la section aménagement du territoire, et Mme Evelynne GAUVAIN, attachée, chef de la section ICPE – loi sur l'eau.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Francis GIROUX, du chef de bureau concerné et de son ou ses adjoints, les délégations visées aux articles 1 et 2 ci-dessus sont exercées dans l'ordre par Mme Marie-Line BOULANGER, Mme Annie LEBEL et M. Gérard Geissler, dans la limite des attributions de M. Francis GIROUX.

ARTICLE 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature du préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral n° 10.BI.07 du 2 février 2010, accordant délégation de signature à M. Francis GIROUX, directeur des relations avec les collectivités locales, est abrogé.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

#### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.09 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel n°09/1475/A du 21 janvier 2010 portant mutation, nomination et détachement d'une attachée principale d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, à l'effet de signer dans le cadre des attributions de la direction, les décisions se rapportant notamment aux objets suivants :

##### **1-1 – CITOYENNETE**

nomination des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy

conclusion de marchés publics dans le cadre des échéances électorales

déclaration de mandataires financiers dans le cadre des élections

récépissé de déclaration de candidature provisoire

récépissé de déclaration de candidature définitive

liquidation financière des élections politiques et professionnelles (factures, frais d'assemblée électorale, subvention aux mairies pour l'achat d'urnes et d'isoloirs, remboursement des procurations et des frais de déplacements des OPJ, remboursement des frais de campagne...) à l'exception des états de frais liés à la mise sous pli et indemnités pour travaux supplémentaires

déclaration d'option pour le service national

recherches dans l'intérêt des familles

livrets et carnets de circulation pour les gens du voyage

arrêté portant rattachement administratif à une commune pour les gens du voyage

récépissés de création, modifications et dissolution des fonds de dotation

récépissés de création, modifications et dissolution des associations loi 1901

récépissés de création, modifications et dissolution des associations syndicales libres

accusé réception de transmission des comptes annuels et rapport d'activités des associations reconnues d'utilité publique et des fondations

décision de non opposition en cas de legs ou donation à des associations, congrégations...

opposition de sortie de territoire

laissez-passer pour enfant mineur

autorisation de voyage collectif

attestations constatant des faits ou des droits

statistiques mensuelles et comptabilité matière

correspondances relevant des attributions du bureau de la citoyenneté, hors décisions défavorables

demandes de complément de dossiers relevant des attributions du bureau de la citoyenneté

bordereaux pour toutes les attributions du bureau de la citoyenneté  
télécopies de documents

## 1-2- REGLEMENTATION GENERALE ET USAGERS DE LA ROUTE

### 1-2-1 REGLEMENTATION GENERALE

#### 210 - Agents de sécurité :

2101- Toutes correspondances relatives à l'instruction des demandes

2102- Délivrance des autorisations d'entrée et de refus d'entrée en formation

2103- Autorisation, suspension et refus d'autorisation de délivrance des cartes professionnelles

2104- Toutes correspondances relatives à l'instruction, la délivrance, la suspension et le retrait des décisions des autorisations correspondantes

#### 211 - Taxis :

2111 - Toutes correspondances et décisions relatives à la préparation et l'organisation de l'examen professionnel de conducteur de taxis

21112 - Nomination du jury d'examen

21113 - Délivrance, suspension et retrait de la carte professionnelle de conducteur de taxis

21114 - Commission départementale des taxis et véhicules de petite remise : nomination des membres et présidence de séance

#### 212 - Agents immobiliers :

2121 - Toutes correspondances relatives à l'instruction des demandes

2122 - Délivrance, suspension et retrait de cartes professionnelles

#### 213 - Opérateurs funéraires :

2131 - Autorisations, suspension et retrait d'autorisation d'exercer

2132 - Agrément, suspension et retrait d'agrément des chambres funéraires

2133 - Instruction de ces procédures, y compris les mises à enquête publique

2134 - Autorisations de transports de corps à l'étranger, dérogation des délais d'inhumation et de crémation

214 - Foires commerciales : récépissés de déclaration

215 - Autorisation d'appel à la générosité publique

216 - Délivrance de cartes de guide-interprète

#### 217 - Tourisme :

2171 - Classement des campings, parcs résidentiels de loisirs, résidences de tourisme, villages de vacances, meublés, offices de tourisme, maîtres restaurateurs, guides touristiques, carte professionnelle de conducteur de voiture de tourisme

2172 - Autorisation de loteries, d'exploitation de train touristique, de nomination de commissaires pour les hippodromes

#### 218 - Manifestations sportives :

2181 - Délivrance et refus de délivrance des autorisations et des récépissés de déclaration des manifestations sportives

aériennes et aquatiques sur l'ensemble du département

terrestres sur des voies ouvertes à la circulation publique :

- à moteur : sur l'ensemble du département

- pédestre et cycliste : sur l'arrondissement chef-lieu et sur l'ensemble du département lorsque la manifestation dépasse le territoire d'un arrondissement du département

Boxe : autorisation et refus d'autorisation de gala de boxe pour l'arrondissement chef lieu

2182 - homologation de circuits sportifs à moteur : autorisation et retrait d'homologation

2183 - Activités aériennes : autorisation et refus d'autorisation pour l'ensemble du département de lâchers de ballons, déclassement de zone, dérogations aux règles de survol, création de plateformes aériennes, agrément de zone de saut, création d'hélistop temporaire et permanente, autorisation et refus d'utilisation des hélistops

#### 219 - Armes :

2191 - Autorisations de détention d'armes et délivrance de récépissés de déclaration de détention d'armes

2192 - Toutes correspondances et décisions relatives aux armes

2193 - Décision de dessaisissement d'armes

2194 - Autorisation de commerce d'armes pour les armuriers

2195 - Autorisation d'activité de ball-trap

2196 - Délivrance et refus de délivrance de carte européenne d'armes à feu, et toutes décisions relatives à ladite carte

2197 - Délivrance de duplicatas de permis de chasser pour l'arrondissement chef-lieu

2198 - Agréments, refus d'agrément de gardes-particuliers de pêche et de chasse pour l'arrondissement chef-lieu et toutes décisions relatives à ces agréments

2199 - Agréments, refus d'agrément de tous autres gardes particuliers pour l'ensemble du département, et toutes décisions relatives à ces agréments

#### 220 - Vidéosurveillance :

Toutes correspondances et toutes décisions d'autorisation et de refus d'autorisation relatives à l'instruction des demandes d'installation de caméras de vidéosurveillance

#### 221 - Débits de boissons :

2211 - Décisions de fermetures administratives de débits de boissons et toutes correspondances relative à cette procédure

2212 - Autorisation d'ouverture tardive

2213 - Autorisation de transfert de licence

#### 222 - Dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express :

2221 - Agrément, suspension et retrait d'agrément des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express.

2222 - Présidence de la commission départementale des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express.

### 1-2-2 USAGERS DE LA ROUTE

#### 2-2-1 : Certificats d'immatriculation :

2210- Télécopies de documents ne comportant pas de décisions

2211- Bordereaux d'envoi de documents

2212- Demande d'enquêtes

2213- Correspondances relevant des attributions de la section des certificats d'immatriculation.

2214- Conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile

2215- Suspension des conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile

2216- Annulation des conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile

2217- Convention d'agrément des professionnels de l'automobile

2218- Suspension des conventions d'agrément des professionnels de l'automobile

2219- Annulation des conventions d'agrément des professionnels de l'automobile

#### 2-2-2 : Permis de conduire :

2220- Télécopies de documents ne comportant pas de décisions

2221- Bordereaux d'envoi de documents

2222- Demande d'enquêtes

2223- Correspondances relevant des attributions de la section des permis de conduire.

2224- Délivrance des titres permis de conduire

2225- Arrêtés concernant les permis à points :

REF 44, récépissé de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul

REF 47, reconstitution de points du permis de conduire

REF 3F, suspension provisoire immédiate du permis de conduire

REF 1F, suspension provisoire du permis de conduire

REF 3E, interdiction temporaire immédiate de conduire en France

REF 1E, interdiction temporaire de conduire en France

REF 4F, modification ou confirmation d'un précédent arrêté

REF 4E, modification ou confirmation d'un précédent arrêté

2226- Arrêtés concernant la commission médicale :

REF 61, mesures administratives consécutives à un examen médical

2227- Autres arrêtés :

Agrément, refus, suspension, retrait d'agrément, et toutes décisions relatives à ces agréments pour les :

- centres de tests psychotechniques
- centres de récupération de points
- médecins de la commission médicales
- médecins exerçant en cabinet médical
- centres de contrôle technique
- contrôleurs techniques
- gardiens de fourrières

### 1-3- IMMIGRATION ET NATIONALITE

1er récépissés (toutes demandes) et renouvellements de récépissé (uniquement dans le cadre de l'asile)

autorisations provisoires de séjour (hors titre humanitaire)

Demandes d'extrait de casier judiciaire

Demandes de complément de dossiers relevant des attributions du bureau des étrangers

télécopies de documents ne comportant pas de décisions

Convocations aux entretiens, demandes d'enquête

Titres de séjour des étrangers

Documents de circulation pour étranger mineur et titres d'identité républicains

Renouvellement de récépissés (hors asile)

autorisations provisoires de séjour (à titre humanitaire)

Récépissés de dépôt de dossier de demande de naturalisation, ainsi que les documents relatifs à l'acquisition de la nationalité française par déclaration à raison du mariage.

Refus de délivrance d'autorisation provisoire de séjour

Titres de voyage des réfugiés et apatrides

Prolongation des visas des passeports

Attestations constatant des faits ou des droits

Courriers accompagnant la délivrance des autorisations provisoires de séjour suite à l'annulation d'un arrêté de reconduite à la frontière ou d'une obligation de quitter le territoire français par le Tribunal administratif

Toutes décisions favorables aux demandeurs

Laissez-passer

Décisions de placement en rétention administrative visées au titre 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les demandes de prolongation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance, ainsi que les mémoires dans le cadre du contentieux d'urgence lié à la rétention et sa prolongation.

Toutes décisions relevant de l'article L511-1- I. du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA)

Toutes décisions défavorables concernant notamment le refus de regroupement familial, le refus de la carte de résident ou de certificat de résidence d'Algérien valable dix ans, le refus de l'admission au séjour, la confirmation des arrêtés de refus de séjour avec obligation de quitter le territoire français.

Abrogations d'arrêtés de refus de séjour assortis de l'obligation de quitter le territoire français.

Représentation de l'Etat, dans le cadre du contentieux administratif et judiciaire des mesures d'éloignement, y compris la signature de tous les contentieux d'urgence liés aux procédures d'éloignement.

### ARTICLE 2 :

#### 2-1

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1-1, dans le domaine de la citoyenneté, à l'exception du domaine indiqué en 100, sera exercée par Madame Anne-Lise FUCHS, attachée, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Monsieur Alex Bailly, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau,

#### 2-2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 101 à 123 :

Madame Anne-Lise FUCHS, attachée, chef de bureau ou, en son absence par Monsieur Alex Bailly, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.

#### 2-3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués en 103, de 106 à 108, et de 121 à 123 :

A Mme Odile Sbuttoni, secrétaire administrative de classe supérieure, en l'absence de Madame Anne-Lise FUCHS, attachée, chef de bureau ou de Monsieur Alex Bailly, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.

2-4 Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Anne-Lise FUCHS, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 122 à 123 :

A Mme Odile Sbuttoni, secrétaire administrative de classe supérieure,

### ARTICLE 3 :

#### 3-1

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1-2, dans le domaine de la réglementation générale et des usagers de la route sera exercée par M. Jean-Pierre DEVIDET, chef du bureau des réglementations, ou en cas d'absence ou d'empêchement par Mme Sabine CHOIGNOT, adjointe au chef du bureau.

Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de M. Jean-Pierre DEVIDET ou Mme Sabine CHOIGNOT, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1-2-1 à Mmes Evelynne GEOFFROY Attaché.

Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de M. Jean-Pierre DEVIDET ou de Mme Sabine CHOIGNOT, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1-2-2-2 à Mme Marie-Catherine TOUSSAINT à l'exception des décisions de suspension des permis de conduire.

3-2  
Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués à 1-2, de 1-2-1 ( réglementation générale) à 1-2-2( usagers de la route) à Monsieur Jean-Pierre DEVIDET, chef de bureau ou en son absence par Madame Sabine CHOIGNOT, adjointe au chef de bureau.

#### ARTICLE 4

4-1  
En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1-3, dans le domaine de l'immigration et de la nationalité (DLP 3) sera exercée par Mme Sylvia POLIN, attachée principale, chef de bureau ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée principale, adjointe au chef de bureau

4-2  
Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 300 à 318 et 321 et 322.

A Mme Sylvia POLIN, attachée principale, chef de bureau ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée principale, adjointe au chef de bureau.

4-3  
Délégation de signature est donnée, dans le cadre des astreintes des week-ends et jours fériés à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 318, 319 et 322.

A Mmes Sylvia POLIN attachée principale et Elisabeth DAVAL Attachée principale Brigitte LELOUP, attachée, Chef de la section " éloignement " et Caroline VASSON attachée, chef de la section " séjour ", Mlle Claire TANDAFIR, Mmes Anne THOMAS, Audrey LEFORESTIER et Agathe ANDRE secrétaires administratifs de classe normale et à M. Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

4-4  
Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sylvia POLIN, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 302 à 305 :

A Mmes Catherine CLAUDIN, Gerhilt STENDER, Monique DIJEAU-LORINO, Mlles Gwenaëlle ROY, Sylviane BILOT, Isabelle RAGON et Christelle SCHÖNI, et à MM Philippe LEPAGE, Jean-Yves GAILLARD, Bruno GUILLEMIN, Bertrand SIFFERT et Fabrice ELOPHE, adjoints administratifs,

4-5  
Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sylvia POLIN, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 300 à 309 :

A Mmes Brigitte LELOUP, Caroline VASSON, Sylvie KLEIN, Sylvie KRIZAN et Anne THOMAS et Mlle Claire TRANDAFIR, Audrey LEFORESTIER et Agathe ANDRE secrétaires administratifs de classe normale

4-6 Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sylvia POLIN, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 303 à 305 et 310:

A Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, chef de la section " naturalisation " à Mmes Christine HOLLARD, adjoint administratif principal de 2ème classe et Martine VAUQUOIS-ROQUIER, adjoint administratif de 1ère classe

ARTICLE 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- 5) au président du Conseil Général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 6 : L' arrêté préfectoral n° 10.BMSSE.06 du 28 janvier 2010 accordant délégation de signature à Mme. Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, est abrogé.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

#### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.10 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU les lois N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et n° 2004.809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990, le décret n° 2006.666 du 6 juin 2006 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990 et l'arrêté du 26 octobre 2006 portant charte de la déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;

VU le décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions ;

VU le décret N°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du premier ministre du 1<sup>er</sup> janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions suivantes :

N°	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCES
	1 – ADMINISTRATION GENERALE	
	a) Personnel de l'Etat	
	* Recrutement	
A1 a1	Recrutement de personnels non titulaires occupant à titre occasionnel des fonctions administratives : contrats de recrutement à titre temporaire en vue d'effectuer une vacation à durée déterminée.	Loi n° 84.16 - Art. 4 du 11 janvier 1984 Décret n° 86.83 - Art. 4 du 17 janvier 1986 Circulaire MELT/DPS/F1 n° 94.120 du 16 mars 1994
	* Nomination - Affectation – Mutation	
A1 a2	Nomination des : - Dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs en qualité de stagiaire et titulaire après concours ou inscription sur une liste d'aptitude nationale, - Agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat, - Chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Art. 7 et 17 Arrêté du 04 avril 1990 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du MELT - Art. 1
A1 a3	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires énumérés ci-après, lorsque cette mesure n'entraîne, ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel : - Tous les fonctionnaires de catégories C et B, - Les fonctionnaires de catégorie A suivants : attachés administratifs ou assimilés, ingénieurs des TPE ou assimilés, - Tous les agents non titulaires de l'Etat.	Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.8 du 08 juin 1988 modifié (MELT - DPS/GB2)
A1 a4	Mutation des agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.4
A1 a5	Mutation des membres du corps des contrôleurs des travaux publics de l'Etat appartenant au grade de contrôleurs des TPE et des personnels appartenant au corps des agents d'exploitation et des chefs d'équipe d'exploitation des TPE entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 12 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991
A1 a6	Mutation des personnels non titulaires sur règlement local.	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 09 janvier 1984
	* Gestion	
A1 a7	Gestion des dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs, à savoir : Notation, répartition des réductions d'ancienneté, majoration d'ancienneté pour l'avancement d'échelon, Avancement d'échelon, nomination au grade supérieur après inscription sur le tableau d'avancement national, à l'exclusion de l'établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitudes, Réintégration, mise en cessation progressive d'activité, admission en congé de fin d'activité, à la retraite, acceptation de la démission, à l'exclusion de la mise en position hors cadre et de la mise à disposition.	Loi n° 84.16 du 11 janvier 1984 modifiée Art. 55, 56, 57, 58 Décret n° 86.351 - Art. 2.1 du 06 mars 1986 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1
A1 a8	Gestion des : Agents d'exploitation, Chefs d'équipe d'exploitation des TPE, Conducteurs des TPE, A l'exclusion des actes portant mise à disposition hors cadre, mise à disposition et reclassement pour inaptitude physique, Avancement des conducteurs principaux des TPE, Notation.	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 modifié Décret n° 91.393 - Art. 7 et 17 du 25 avril 1991 modifié
A1 a9	Reclassement dans le grade de contrôleur des TPE et dans le grade de contrôleur principal des TPE, l'avancement d'échelon, la notation.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 21 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Circulaires ministérielles des 2 mai 1991 et 27 juillet 1992
A1 a10	Notation des agents	

A1 a11	Gestion des personnels non titulaires sur règlement local.	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 19 janvier 1984
A1 a12	Gestion des agents recrutés sous un régime de droit privé pour une durée déterminée ou indéterminée que la jurisprudence « Berkani » a requalifié en contrats de droit public.	Circulaire METL/DPS du 12 mars 2001
A1 a13	Constitution des C.A.P. locales compétentes pour les dessinateurs, agents administratifs, adjoints administratifs, personnels d'exploitation, conducteurs et contrôleurs des TPE.	Loi n° 84.16 - Art. 14 du 11 janvier 1984 Décret n° 82.451 - Art. 4 du 28 mai 1982 modifié Arrêté du 04 avril 1990 - Art. 1 et 2 Circulaire Premier Ministre du 23 avril 1999 - Art. 3 et 4
A1 a14	Décision prononçant le licenciement, la radiation des cadres pour abandon de poste des agents de catégorie C.	Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.8
	* Positions	
	1 – Détachement	
A1 a15	Le détachement, l'intégration après détachement autres que ceux nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres, pour : Les agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs, Les agents d'exploitation et chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.  Le détachement sans limitation de durée en application de l'article 109 de la loi du 13 août 2004 (Droit d'option).	Loi n° 84.16 - Art. 32 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 14.10, 44 à 46 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié  Décret n° 2005.1785 du 30 décembre 2005 Arrêté ministériel du 16 mars 2007
	2 – Disponibilité	
A1 a16	L'octroi d'une disponibilité de droit, prévue à l'ensemble des fonctionnaires : A l'expiration des droits statutaires à congés de maladie, Pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave, Pour élever un enfant de moins de huit ans, Pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, Pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire.	Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 43 et 47 Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.9 du 08 juin 1988 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6
A1 a17	L'octroi de disponibilité à la demande de l'intéressé pour les agents administratifs, adjoints administratifs, dessinateurs, agents d'exploitation, chefs d'équipe des TPE et conducteurs des TPE.	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Art. 7.1 et 17.1 Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.6
	3 – Congés	
A1 a18	L'octroi : Du congé parental, des congés pour la naissance d'un enfant, du congé de maternité, de paternité et d'adoption, Des congés annuels, Des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire, Du congé de présence parentale.	Décret n° 86.351 du 06 mars 1986 modifié Art. 2 et 2.1 Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.1, 1.4 à 1.7, 1.10 et 1.11 Décret n° 2006.536 du 11 mai 2006
A1 a19	L'octroi, à l'ensemble des fonctionnaires titulaires ou stagiaires, de congés pour accident de service ou de maladie professionnelle, de congés de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée, à l'exclusion de ceux nécessitant l'avis du comité médical supérieur.	Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 Art. 1.2 à 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 et 1.9
A1 a20	L'octroi, aux personnels non titulaires de l'Etat, de congés de maladie ordinaire et de grave maladie, de congés en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et de congés sans traitement pour maladie.	
A1 a21	L'octroi, aux fonctionnaires réformés de guerre, des congés à plein traitement susceptibles de leur être accordés.	

A1 a22	L'octroi, aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat, des congés de formation professionnelle, de formation syndicale ou en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse.	
A1 a23	L'octroi, aux agents non titulaires de l'Etat et aux stagiaires, de congés sans traitement pour convenance personnelle ou familiale.	
	4 – Temps partiel	
A1 a24	L'octroi et le renouvellement, pour les fonctionnaires, personnels non titulaires de l'Etat et stagiaires, de travail à temps partiel.	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 - Art. 1.1 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10
	5 – Réintégration	
A1 a25	Décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine, dans les cas suivants : Au terme d'une période de travail à temps partiel, Au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie, Dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique après un congé de longue maladie ou de longue durée.	Arrêté du 02 octobre 1989 Art. 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.7
	* Autorisations Spéciales d'Absence	
A1 a26	Octroi, aux fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat, des autorisations spéciales d'absence, pour : L'exercice du droit syndical dans la fonction publique, La participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, Les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.2 et 1.3 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10
	* Autorisations Extra-professionnelles	
A1 a27	Octroi, aux agents des catégories A, B, C, des autorisations d'exercer une activité extra-professionnelle, pour : Les enseignements donnés dans des établissements dépendant d'une collectivité publique ou privée, Les expertises faites à la demande d'une autorité administrative ou ordonnées à l'occasion d'une action en justice par les tribunaux judiciaires.	Lettre circulaire ministérielle PO/ST3 du 07 juin 1971
	* Accidents	
A1 a28	Décision prononçant l'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie professionnelle.	Loi n° 84.16 - Art. 34.2 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 60.1089 - Art. 3 du 06 octobre 1960 modifié
A1 a29	Liquidation des droits des fonctionnaires victimes d'un accident de service ou atteints d'une maladie professionnelle.	Décret n° 86.442 - Art. 26 du 14 mars 1986 modifié Circulaire FP/4 n° 1711 du 30 janvier 1989
	* Sanctions Disciplinaires	
A1 a30	Décisions prononçant la suspension en cas de faute grave et les sanctions prévues par la loi pour les personnes de catégorie C, après communication du dossier aux intéressés.	Loi n° 84.16 - Art. 66 et 67 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.5
	* Maintien en Poste	
A1 a31	Notification individuelle, en cas de grève, à adresser aux personnels placés sous son autorité, tenus à demeurer à leurs postes pour assurer un service minimum.	Note de service DP/RS du 26 janvier 1981 du ministère de l'environnement et du cadre de vie
	* Nouvelle Bonification Indiciaire	
A1 a32	Arrêtés définissant les fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire, la détermination du nombre de points correspondant à chacune de ces fonctions et l'attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires, y compris celle attribuée au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville.	Décret n° 91.1067 du 14 novembre 1991 modifié Arrêté du 7 décembre 2001 Art. 1
A1 a33	Arrêtés individuels portant attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux titulaires des postes éligibles.	Circulaire METL/DPS du 02 août 2001
	* Missions	
A1 a34	Etablissement des ordres de mission à l'étranger, pris en charge sur crédits déconcentrés ainsi que ceux faisant l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par un organisme extérieur (missions dites « sans frais »).	Décret n° 86.416 du 12 mars 1986

A1 a35	Etablissement des ordres de mission sur la métropole.	Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006
A1 a36	Établissement des autorisations de conduire les véhicules de service.	Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006
A1 a37	Établissement des autorisations de conduire les véhicules personnels pour les besoins du service.	Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006
	* Concessions de logement	Arrêté T.P. du 13 mars 1957
A1 a38	sont exclus du champ d'application de cet arrêté : * les fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires sur de tels postes, * les personnels non titulaires régis par la circulaire N° 69.200 du 12 juin 1969 (contractuels d'études d'urbanisme), * les personnels non titulaires régis par des règlements locaux pris en application des directives générales du 2 décembre 1969 et du 29 avril 1970 ou par règlement du 14 mai 1973 pour les agents en fonction dans les CETE : il s'agit en effet des personnels pour lesquels existe une déconcentration plus étendue que celle qui fait l'objet de la présente lettre circulaire, déconcentration qui continue à s'appliquer.	
	2 - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE	
	a) Exploitation du réseau routier national	
A2 a1	Autorisations individuelles de transports exceptionnels.	Code de la route Art. R.311.1, R.312.1 à R.312.6, R.321.2, R.433.1 à R.433.7 et arrêté interministériel du 22 août 1989
A2 a2	Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Code de la route Art. R.225 - Circulaires T.P. n° 52 du 30 août 1967 et n° 29 du 11 juin 1968
A2 a3	Réglementation de la circulation des véhicules de transports routiers de marchandises de plus de 7,5 tonnes de poids total en charge (P.T.C.) : dérogations.	Arrêté interministériel du 22 décembre 1994
A2 a4	Réglementation de la circulation des véhicules de transports de matière dangereuse : dérogations.	Arrêtés interministériels du 10 janvier 1974 et du 22 décembre 1994
A2 a5	Les autorisations spéciales de circulation sur les autoroutes concédées.	R.432-7 Code de la route
A2 b1	b) BEPECASER Brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière (BEPECASER) : documents et décisions relatifs à l'organisation de l'examen, autorisations d'enseigner et diplômes. Présidence du jury et traitement de toute correspondance en provenance des centres de formation des candidats	Code de la route Art. R.212 .1 et suivants
	c) ECOLES DE CONDUITE	Circulaire du ministère de l'équipement du 29 juillet 2005
A2 c1	Etablissement des conventions Etat/écoles de conduite permis à 1€ par jour	
A2 c2	Délivrance des agréments des écoles de conduite	
A2 c3	Attribution des places d'examen aux écoles de conduite	
A2 c4	Traitement de toute correspondance en provenance des écoles de conduite et des candidats	
A2 c5	Organisation des élections professionnelles relatives au conseil supérieur de l'éducation routière (CSER)	
	3 – ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	
A3 a1	Signature des conventions ATESAT.	Circulaire METL UHC/MA1/2 n° 2003.6 du 27.03.2003
	4 – CONSTRUCTIONS	
	a) Logement	
A4 a1	Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.641.6 à 641.9



A4 a2	a/ autorisation de transformation et de changement d'affectation des locaux lorsque l'avis du maire est favorable. b/ autorisation de transformation et de changement d'affectation de logements HLM.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.631.7 Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.11
A4 a3	Avis de requêtes adressées au Procureur de la République.	Code de l'urbanisme Art. R.480.4 et 5
A4 a4	Conventions A.P.L. passées entre l'Etat et les bailleurs publics.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.351.2 à L.351.5 - L.353.2 à L.353.13
A4 a5	Autorisation de mise en location de logements avec un financement P.A.P.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.41
A4 a6	Avis sur décision d'octroi des aides à l'amélioration de l'habitat des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat. b) H.L.M.	Circulaire n° 99.02 du 12 Janvier 1999
A4 b1	Approbation du choix du mandataire commun désigné par les offices et sociétés d'H.L.M. groupées dans le cadre départemental en vue de coordonner, pour certains projets de construction, les études, la préparation des marchés et l'exécution des travaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.433.1
A4 b2	a/ Accord du représentant de l'Etat dans le département sur les aliénations de logements et éléments de patrimoines immobiliers des organismes H.L.M. b/ Autorisation de vendre un logement ou un élément du patrimoine immobilier d'un organisme H.L.M. à un prix inférieur à l'évaluation faite par le service des Domaines. c/ Autorisation de vendre des logements ne répondant pas aux conditions d'ancienneté.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.7 et L.443.14 Art. R.443.10 à R.443.18 Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.12 Code de la construction et de l'habitation - Art. L.443.8
A4 b3	Décision favorable de prêt pour la réalisation de logements locatifs sociaux financés à l'aide d'un prêt locatif social (construction, acquisition, acquisition-amélioration de logements et logements foyers).	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b4	Accord préalable du représentant de l'Etat dans le département pour l'octroi d'un prêt P.L.I.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.391.1 et suivants.
A4 b5	Attribution des subventions pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.323.1 à R.323.11
A4 b6	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.8
A4 b7	Dérogation au taux de la subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.7
A4 b8	Dérogation au montant des travaux pris en considération pour déterminer le montant de la subvention.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.6
A4 b9	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour la construction de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b10	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b11	Attribution des décisions favorables de subvention anticipée pour acquisition foncière.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.25 Circulaire du 29 mai 1997
A4 b12	Attribution des décisions favorables de subvention pour dépassement des valeurs foncières de référence (surcharge foncière).	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.24 Circulaire du 29 mai 1997 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b13	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.5b

A4 b14	Dérogation au taux de la subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.15
A4 b15	Dérogation au montant minimum des travaux que doivent comporter les opérations d'acquisition amélioration pour pouvoir bénéficier de l'octroi de subvention et de prêts aidés par l'Etat.	Circulaire n° 98.31 du 4 mars 1998 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b16	Dérogation au coût d'acquisition des opérations d'acquisition et d'acquisition-amélioration financées en P.L.A.I.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 § II Arrêtés interministériels du 5 mai 1995 et du 23 avril 2001
A4 b17	Attribution des décisions de subvention pour la démolition de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.231 du 12 avril 2000 – Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et n° 2001.77 du 15 novembre 2001
A4 b18	Attribution des décisions de subvention pour le changement d'usage de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 – Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et 2001.77 du 15 Novembre 2001
A4 b19	Attribution de subventions pour l'amélioration de la qualité de service dans le logement social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Circulaire METL n° 99.45 du 6 juillet 1999 modifiée par celle n° 2001.69 du 9 octobre 2001
A4 b20	Attribution de subvention à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (E.P.F.L.) au titre du fonds de Minoration foncière pour la réalisation de logements sociaux.	Circulaire et application du décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement. Arrêté ministériel du 5 juin 2003 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement.
A4 b21	Conventions relatives à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires en contrepartie de l'abattement T.F.P.B.	Loi n° 2001.1352 du 30 décembre 2000 Code général des impôts Art. 1388 bis Circulaire METL du 8 octobre 2001
A4 b22	Autorisation de démolir des bâtiments à usage d'habitation appartenant à un organisme d'H.L.M.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.15.1 et R.443.17 Circulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 b23	Prise en considération du projet de démolition de logements H.L.M. (dossier d'intention de démolir).	Circulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 b24	Attribution des décisions de subvention pour les économies d'eau dans l'habitat collectif social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 Circulaire du 23 mars 2001
A4 b25	Décision favorable de prêt social de location-accession (PSLA) prêt conventionné et les conventions-type conclues entre l'Etat et les personnes morales sollicitant une décision d'agrément ,en vue de la réalisation de logements neufs faisant l'objet d'un contrat de location-accession, en application des articles R 311-76-5-1 et suivants du Code de la Construction et de l'habitation (CCH).	Articles R 311-76-5-1 à R 311-76-5-4 du CCH
5 – AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME		
A5 a1	a) Documents d'urbanisme	

	Lettres aux maires relatives au « Porter à la connaissance » sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	Code de l'urbanisme articles L 121-1 et R 121-1
A5 a2	Lettres aux maires (ou président EPCI) désignant les services de l'Etat associés. (Compte-tenu de l'importance et des conséquences des éléments transmis dans ces documents) sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	Code de l'urbanisme article L 123-7
A5 a3	Mise à jour des PLU-servitudes b) Constructions , aménagements et démolitions	code de l'urbanisme article L 126-1
A5 b1	Mesures de sauvegarde-sursis à statuer	Code de l'urbanisme articles L 111-7 et s et L 123-6 et s
A5 b2	Avis conforme du représentant de l'Etat sur les parties de territoire non couvertes par un PLU , une carte communale ou un document d'urbanisme	Code de l'urbanisme article L 422-5
A5 b3	Dérogation en matière d'implantation et de volume des constructions	Code de l'urbanisme article R 111-20
A5 b4	Demande de pièces complémentaires	Code de l'urbanisme article R 423-38
A5 b5	Majoration ou prolongation de délais	Code de l'urbanisme articles R 423-42 et R 423-44)
A5 b6	Décisions sur permis de construire , de démolir , d'aménager et déclarations préalables	Code de l'urbanisme article R 422-2 de a) à d)
A5 b7	Décision relative aux participations	Code de l'urbanisme article R 424-8
A5 b8	Certificat de non opposition à déclaration préalable ou permis de construire ou d'aménager ou de démolir	Code de l'urbanisme article R 424-13
A5 b9	Contestation de la conformité des travaux	Code de l'urbanisme article R 462-6
A5b10	Mise en demeure de déposer un permis modificatif ou de mettre les travaux en conformité	Code de l'urbanisme article R 462-9
A5b11	Attestation de non contestation	Code de l'urbanisme article R 462-10
A5b12	Mise en oeuvre de la garantie bancaire	Code de l'urbanisme articles R 442-15 et R 442-16
	c) certificat d'urbanisme	
A5 c1	Délivrance des certificats d'urbanisme	Code de l'urbanisme articles L 410-1 et s et R 410-6
	d ) Infractions	
A5 d1	Avis au titre de l'article L480-5 et avis au Parquet g) Taxes d'urbanisme – Redevance archéologique préventive	Art L 480-5, R 480.4 – code de l'urbanisme
A5 g1	Titres de recettes délivrés en application de l'article 9-III de la loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 modifiée, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation et aux réponses aux réclamations préalables en matière de redevance archéologique préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur.	Code de l'urbanisme article L332-6
	h) AFU	
A5 h1	ensemble des actes de procédure à l'exception des arrêtés d'ouverture d'enquête et de remembrement	Code de l'urbanisme articles L 322-1 à L 322-19 , R 322-1 à R 322-40
	i) Publicités, enseignes, pré-enseignes	
A5 i1	Demande de pièces complémentaires sur les dossiers de déclaration préalable d'installation de dispositifs publicitaires.	Code de l'environnement Art. L.581.6 Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996
A5 i2	Signature de tous courriers et arrêtés nécessaires à la mise en œuvre des dispositions des articles L.581.6 et L.581.28 du Code de l'Environnement.	
A5 i3	Décisions sur les déclarations préalables, publicités et pré-enseignes.	Code de l'environnement Art. L.581.6 Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996
A5 i4	Constitution du groupe de travail et toutes les procédures prévues par les articles 581-14 , R 581-36 à R581-48 du code de l'environnement , à l'exception de la constitution d'office du groupe de travail	Code de l'environnement Art. L 581.14, R 581.36 à R 581.48
A5 i5	Amende prononcée en application de l'article L 581-26 du code de l'environnement	Code de l'environnement Art. L 581.26

A5 i6	Autorisation d'installer une enseigne à faisceau de rayonnement laser prévue par l'article L. 581-18 dans les formes et conditions prévues par les articles R. 581-62 et R. 581-64 à R. 581-68 du code de l'environnement	Code de l'environnement Art. L 581.18, R 581.62 et R 581.64 à R 581.68
	6 – CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL	
A6 a1	Suppression ou remplacement des barrières des passages à niveau.	Arrêté ministériel du 12 décembre 1967
A6 a2	Déclaration d'inutilité aux chemins de fer des immeubles d'une valeur au plus égale à 304 898 euros.	Arrêté ministériel du 31 mai 1979 modifié par arrêté du 5 juin 1984
A6 a3	Autorisation d'installation de certains établissements.	Arrêté TP du 17 septembre 1963
A6 a4	Alignement des constructions sur les terrains riverains.	Circulaire TP du 17 octobre 1963
A6 a5	Autorisation de traverser les voies ferrées par des lignes électriques.	Décret du 29 juillet 1927
	7 – GESTION DU DOMAINE PUBLIC DE L'AIR	
A7 a1	Autorisation d'occupation temporaire.	Code du domaine de l'Etat Art. L.28, L.29, R.53, A 12 et A 30
A7 a2	Approbation d'opérations domaniales pour les bases aériennes.	Décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié
	8 – DECISIONS RELATIVES A LA DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE	
A8 a1	Approbation des projets d'exécution des lignes de distributions d'énergie.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 49 et 50
A8 a2	Autorisation de circulation de courant électrique.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 56
A8 a3	Injonction des coupures de courant pour la sécurité de l'exploitation.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 63
	9 – CONSTRUCTIONS D'IMMEUBLES POUR LE COMPTE DE L'ETAT	
A9 a1	Demandes d'autorisations d'occupation du sol relatives aux immeubles construits pour le compte de l'Etat.	Code de l'urbanisme Art. R.421.1.1
A9 a2	Demandes de certificats d'urbanisme relatives aux immeubles appartenant à l'Etat.	Art. R.410.1
	10 – SECURITE CIVILE ET DEFENSE	
A10 a1	Recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment (TP/B) soumises aux obligations de défense.	Circulaire METL N° 98.56 du 18 février 1998
	11 – PARTICIPATION A L'INSTRUCTION DES DOSSIERS FINANCES PAR DES FONDS EUROPEENS ET NATIONAUX (FERDER – FNA DT – FRED)	
A11 a 1	Signature des avis techniques sollicités par les services instructeurs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.	
A11 a 2	Signature des certificats de service fait.	

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus.

Chapitre I : Délégations liées aux missions en matière d'économie agricole, d'aménagement foncier, de forêt et de chasse

100 – décisions individuelles d'attribution, de modulation et organisation des contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PB (prime à la brebis), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), la PAB (prime à l'abattage) ;

101 – décisions individuelles et organisation des contrôles au titre de la conditionnalité des aides directes, des indemnités compensatoires, des aides liées aux engagements agro-environnementaux et au boisement des terres agricoles ;

102 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution de droits à primes bovines, ovines, caprines, de références laitières, la reconnaissance de l'éligibilité aux aides directes des terres, le transfert d'éligibilité ;

103 – décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés et organisation des contrôles ;

104 – décisions individuelles d'agrément, de liquidation et organisation des contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant des règlements de développement rural ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1er décembre 1994) ;

105 – décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié et organisation des contrôles ;

106 – attribution des aides à l'installation et organisation des contrôles, agrément et modification des PI (plans d'investissement), des études prévisionnelles d'installation et des plans de développement de l'exploitation ;

107 – décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière ;

108 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution des droits à paiement unique ;

109 – arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural) ;

110 – engagement et mise en paiement des indemnités aux organismes intervenant dans le plan de professionnalisation personnalisé, agrément et validation du plan de professionnalisation personnalisé (articles D 343-4 du code rural), décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires concernant les stages individuels et décisions d'agrément des maîtres de stage ;

111 – décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois ;

- 112 – décisions d'attribution, liquidation et organisation des contrôles des dossiers de subvention, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles ;
- 113 – décisions d'attribution, liquidation et organisation des contrôles des dossiers relevant de la gestion de la DDT, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 : mesures relatives à la diversification vers des activités non agricoles, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine naturel (restauration et mise en valeur des vergers traditionnels, remise en état agricole d'intérêt paysager), aux stratégies locales de développement de la filière forêt-bois ;
- 114 – tous arrêtés, décisions, agréments, individuels ou collectifs, relatifs à la chasse et la destruction des espèces classées nuisibles (Livre IV – Titre II du code de l'environnement), et notamment à la gestion et l'exercice de la tutelle préfectorale sur les Associations Communales de Chasses Agréées ;
- 115 – instructions et décisions relatives aux applications du régime forestier (Livre I – Titre 4 du code forestier – Circulaire DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003) et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, aux distractions du régime forestier ;
- 116 – instructions et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, décisions relatives aux demandes d'autorisation de défrichement (Livre III – Titre 1er du code forestier) ;
- 117 – décisions d'attribution, liquidation et organisation des contrôles des dossiers d'aide concernant les investissements forestiers ;
- 118 – arrêtés relatifs à la lutte phytosanitaire en forêt ;
- 119 – décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union européenne, après, le cas échéant, visa du contrôleur financier de l'Agence de services et de paiement (ASP) ;
- 120 – agréments techniques, financiers et administratifs et signature des contrats Natura 2000 en forêt, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles ;
- 121 – décisions individuelles relatives aux demandes d'autorisations de coupes en forêt au titre du code forestier
- 122 – décisions individuelles relatives aux déclarations préalables de coupe et abattage d'arbres dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit, ainsi que dans tout espace boisé classé, au titre de l'article L 130-1 du code de l'urbanisme ;
- 123 – décisions intervenant suite aux contrôles pour la rubrique 100 ;
- 124 – décisions intervenant suite aux contrôles pour les rubriques 101, 103, 104, 105, 106, 112, 113 et 117.
- Chapitre II : Délégations liées aux missions en matière d'environnement et d'eau pour les domaines définis par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à la nouvelle organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département
- 1) Au titre du guichet unique police de l'eau institué par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :
- 201 – accusés de réception des dossiers de déclaration incomplets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDT ou SNNE ;
- 202 – récépissé de déclaration des dossiers de déclaration complets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDT ou SNNE ;
- 203 – avis de réception des dossiers d'autorisation, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDT ou SNNE ;
- 2) Au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques, sur son domaine de compétences défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :
- 211 – demandes de régularisation de dossiers de déclaration, et décisions explicites d'acceptation de déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, arrêtés fixant des prescriptions particulières acceptées par le pétitionnaire, à l'exclusion :
- des arrêtés fixant des prescriptions particulières après refus du pétitionnaire
  - des arrêtés d'opposition à déclaration.
- 212 – demandes de régularisation de dossiers des installations, ouvrages, travaux et activités déclarés ou autorisés en application d'une législation ou réglementation relative à l'eau antérieure au 4 janvier 1992 ou concernant des installations ou ouvrages fondés en titre, qui relèvent au titre de la police de l'eau, de l'article L 214-6 II du Code de l'Environnement ;
- 3) Au titre de la police de la pêche, sur son domaine de compétences tel que défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :
- 221 – autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement) ;
- 222 – agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable ;
- 223 – interdictions pour une durée déterminée de pêche de certaines espèces de poissons (art. R 436-8 du Code de l'Environnement) ;
- 224 – transfert de poissons lors de l'abaissement artificiel des eaux (art. R 431-12 du Code de l'Environnement) ;
- 225 – pêche à la carpe de nuit (art. R 436-14 du Code de l'Environnement) ;
- 226 – concours de pêche en cours d'eau de première catégorie (art. R 436-22 du Code de l'Environnement) ;
- 227 – interdictions spécifiques de pêche liées à l'abaissement naturel du niveau d'eau (art. R 436-32 du Code de l'Environnement) ;
- 228 – réserves de pêche autres que réserves quinquennales sur le domaine public (art. R 436-73 du Code de l'Environnement).
- Chapitre III : Autres domaines
- 300 – tous arrêtés et décisions relatifs à la régulation du Grand cormoran (articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-11 du code de l'environnement), y compris l'arrêté départemental annuel fixant les conditions de régulation ;
- 301 – instruction, suivi, engagement et liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDT, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 mesures relatives aux investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 ni agricoles ni forestiers ;
- 302 – courrier liés à l'instruction et arrêtés préfectoraux agréant les personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;
- 303 – correspondances adressées à la préfecture de Région au titre des avis de l'autorité environnementale.
- ARTICLE 3 : Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :
- les arrêtés relatifs à la mise en œuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,
  - les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,
  - les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions,
  - les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,
  - les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de louveterie),
  - les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par le C.N.A.S.E.A. et celles concernant les opérations forestières visées au chapitre III – rubriques 304 et 305.
  - les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (association communale de chasse agréée),
  - la délivrance de récépissés de déclaration pour les actions nécessitant un avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

ARTICLE 4 : M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs à l'exception de :

- les mesures de licenciements,
- les sanctions disciplinaires,
- le recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment soumises aux obligations de défense,
- la délivrance des agréments des écoles de conduite,
- la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école,
- les agréments techniques, financiers et administratifs et la signature des contrats Natura 2000.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 5 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 6 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral du N° 10.BI.40 du 5 octobre 2010 accordant délégation de signature à M. MARTY, directeur départemental des territoires, est abrogé.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires, seront chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.11 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique ;  
VU le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;  
VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat ;  
VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;  
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;  
VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du Premier Ministre du 1er janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, à l'effet de signer, les courriers, arrêtés, décisions, contrats et conventions suivants :

I. Gestion des personnels titulaires, stagiaires et contractuels de catégories A, B et C

- Disponibilité accordée en vertu des dispositions des articles 43 et 47 du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985

- Octroi des congés suivants :

congés annuels,

congés de maladie,

congés de longue durée, à l'exception de ceux qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur

congés de longue maladie, à l'exception de ceux qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur,

congés pour maternité, paternité ou adoption,

congés parentaux,

congés de formation professionnelle,

congés exceptionnels,

congés pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs,

congés sans traitement prévus aux articles 18,19 et 20 du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics.

- Octroi d'autorisations :

autorisations spéciales d'absence pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse ;

octroi et renouvellement d'autorisations de travail à temps partiel;

octroi d'autorisations de travail à mi-temps pour raison thérapeutique, sauf dans les cas nécessitant l'avis du comité médical supérieur

détachement, lorsqu'il est de droit et qu'il ne nécessite pas un arrêté interministériel ;

mise en congé pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire ;

imputabilité des accidents de travail au service ;

établissement des cartes d'identité des fonctionnaires ;

cessation progressive d'activité.

II. Fonctionnement de la DDSC

- Arrêté fixant la composition du comité technique paritaire et arrêté portant nomination des membres du comité technique paritaire ;
- Arrêté fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité et arrêté portant nomination des membres du comité d'hygiène et de sécurité ;
- Décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la DDCS ;
- Tous actes se rapportant au fonctionnement quotidien de la DDCS.

### III. Comité Médical et Commissions de réforme

- Fixation de la composition nominative du comité médical départemental ;
- Fixation de la composition nominative des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État ;
- Présidence des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État ;
- Tous courriers relatifs à l'instruction des dossiers, aux avis s'y rapportant et à l'organisation des réunions des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État.

### IV. Établissements et services sociaux

- Approbation des décisions suivantes des établissements et services sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat lorsque leur financement est assuré grâce à une participation directe ou indirecte de l'Etat :  
les emprunts dont la durée est supérieure à un an ;  
les programmes d'investissement et leur plan de financement ;  
la variation du tableau des effectifs de personnel ;  
l'acceptation des dons et legs.

- Vérification et accusé de réception des dossiers de demande de création, de transformation et d'extension des établissements et services sociaux présentés par des personnes physiques ou par des personnes morales de droit public et privé ;
- Conventions et fonctionnement des établissements et services à caractère social financés par l'État ;
- Élaboration des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens ;
- Instruction des demandes de création de groupement de coopération sociale et médico-sociale.

### V. Accueil, hébergement et insertion

- Conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence ;
- Financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences accueil ;
- Décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale ;
- Conventions relatives à l'allocation de logement temporaire.

### VI. Accès et maintien dans le logement

- Mise en œuvre des décisions prises par la commission de médiation en matière de droit au logement opposable ;
- Notification des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté ;
- Documents relatifs au secrétariat de la commission de conciliation des rapports locatifs ;
- Pour l'arrondissement chef lieu : suivi et coordination de toutes les étapes de la procédure d'expulsion locative, concertation avec les bailleurs, instruction des demandes de concours de la force publique ;
- Indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives.

### VII. Accueil et intégration des étrangers

- Conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile et des personnes issues de la demande d'asile ;
- Conventions pluriannuelles d'objectifs Etat / CADA ;
- Suivi des politiques publiques d'accueil et d'intégration.

### VIII. Protection des personnes vulnérables et accès aux droits

- Secrétariat du conseil de famille
- Exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat
- Autorisation d'emploi et agrément dans le cadre de la protection des enfants du spectacle
- Suivi du financement et contrôle de la qualité des prestations des opérateurs en matière de protection juridique des majeurs
- Décisions relatives aux demandes d'aide sociale des personnes sans résidence stable et dépourvues de domicile de secours
- Décisions d'attribution et de suspension de l'allocation différentielle aux personnes handicapées
- Secrétariat de la Commission Départementale de l'Aide Sociale :  
Fixation de l'ordre du jour  
Convocations  
Notifications des décisions
- Notification des jugements de la Commission Centrale d'Aide Sociale.
- Signature des cartes européennes de stationnement pour personnes handicapées et de toute décision concernant les cartes européennes de stationnement pour personnes handicapées.

### IX. Politique de la ville

- Animation et coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle
- Suivi du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération de Nancy.

### X. Egalité des chances et territoires fragiles

- Suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration
- Suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté
- Arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants rapatriés
- Arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés
- Animation du dispositif de soutien à la parentalité et de médiation sociale  
Gestion et évaluation du dispositif adultes relais  
Gestion du REAAP  
Médiation familiale et conseil familial.

### XI. Politique de jeunesse et d'éducation populaire

- Animation des politiques interministérielles en faveur de la jeunesse :
- Instruction des dossiers de demandes d'aides financières dans les domaines suivants : loisirs, BAFA/BAFD, initiative des jeunes ;
- Soutien des dispositifs et actions promouvant l'initiative des jeunes ;
- Soutien aux politiques éducatives territorialisées ;
- Promotion de l'autonomie des jeunes via notamment le fonds d'expérimentation des jeunes (FEJ) ;
- Soutien aux associations relevant du champ de la jeunesse et de l'éducation populaire ;
- Contrôle de la qualité éducative des accueils collectifs de mineurs.
- Mise en œuvre des prérogatives réglementaires et régaliennes :
- Décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire ;
- Préservation de la sécurité physique et morale des enfants et des adolescents en accueils collectifs de mineurs ;
- Décisions d'opposition ou de non opposition à l'ouverture d'accueils collectifs de mineurs avec ou sans hébergement ;
- Décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des accueils collectifs de mineurs ;
- Enquêtes administratives et sanctions envers l'encadrement, l'organisation ou la participation aux accueils collectifs de mineurs ;

Mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des accueils collectifs de mineurs ;  
Mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs ;  
Décisions autorisant du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur).

#### XII. Politique sportive

Politique de promotion d'une activité physique et sportive pour le plus grand nombre :

Soutien aux actions des associations et collectivités locales dans ce domaine ;

Prévention des incivilités et de lutte contre la violence dans le sport ;

Développement maîtrisé des sports de nature ;

Soutien aux initiatives visant à une meilleure accessibilité et mixité des pratiques.

Respect des prérogatives réglementaires et régaliennes :

Décisions d'agrément des associations sportives ;

Refus d'ouverture et décision de fermeture d'un établissement d'activité physique ou sportive en application de l'article 48 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 ;

Délivrance récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1<sup>er</sup>alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée et délivrance de la carte professionnelle correspondante.

#### XIII. Droits des femmes et égalité

- Toutes décisions et correspondances se rapportant à ce domaine de compétence.

#### XIV. Vie associative

- Toutes décisions et correspondances se rapportant à ce domaine de compétence.

ARTICLE 2 : M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs à l'exception de :

- Les conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence ;

- Les conventions relatives au financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences d'accueil ;

- Les décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale ;

- Les décisions d'indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsion locative ;

- Les conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile ;

- L'exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat ;

- Les décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire ;

- Les décisions d'agrément des associations sportives ;

- Les refus d'ouverture et les décisions de fermeture des établissements d'activité physique ou sportive ;

- Les mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,

- aux ministres,

- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

- au président du Conseil Général,

- au président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.44 du 25 octobre 2010 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.12 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1432-2 et L 1435-1 issus de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, le livre 3ème de la première partie relatif à la protection de la santé et environnement, le livre 2ème de la troisième partie relatif à la lutte contre les maladies mentales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de la défense ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret N° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret N° 2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre les représentants de l'Etat dans le département, dans la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU le décret du Président de la République du 1er avril 2010 portant nomination de M Jean-Yves GRALL en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le décret du Président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT, préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU la circulaire des ministères de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales du 24 mars 2010 relative aux relations entre les préfets et les agences régionales de santé ;

VU le protocole relatif aux actions et prestations mises en œuvre par l'agence pour le préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**



ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les documents suivants :

1. Hospitalisations sans consentement visées aux articles L. 3211-1 à L. 3214-5 du code de la santé publique :

- la transmission à l'intéressé des arrêtés préfectoraux le concernant, en cas d'hospitalisation d'office, de maintien, de transfert, de levée et de sorties d'essai ;
- les courriers aux procureurs de la République du siège de l'établissement d'hospitalisation et du domicile de toute personne hospitalisée sur demande d'un tiers (article L 3212-5 du code de la santé publique) ;
- les courriers adressés au procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'établissement, au maire du domicile et à la famille de la personne hospitalisée relatifs à une hospitalisation d'office, à un renouvellement et à toute sortie.

2. Les mesures de salubrité générale et contrôle administratif et technique des règles d'hygiène dans les conditions prévues à l'article L1421-4 du code de la santé publique :

- les courriers relatifs au contrôle administratif et technique des règles d'hygiène, conformément aux dispositions de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et aux arrêtés pris sur le fondement de l'article L 1311-2 du code de la santé publique ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine y compris notification des résultats et informations ainsi que les mesures d'urgence nécessaires (art L 1321-1 à L 1321-10 et R 1321-1 à R 1321-68 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux minérales naturelles (L. 1322-1 à L. 1322-13 et R 1322-1 à R 1322-44-17 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux de consommation humaine conditionnées (R. 1321-69 à R. 1321-95 ; R. 1321-1 à R. 1321-63 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des piscines et baignades ouvertes au public y compris notification des résultats et des classements (art. L 1332-1 à L 1332-9 et D1332-1 à D 1332-42 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle des nuisances sonores dans le domaine des bruits de voisinage et des établissements diffusant de la musique amplifiée (art. R 1334-31 à R 1334-37 du code de la santé publique ; L 571-17 et R 571-25 à R 571-30 du code de l'environnement) ;
- les courriers relatifs au contrôle des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, et des filières d'élimination des pièces anatomiques (art. R 1335-31 du code de la santé publique et décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997) ;
- les courriers relatifs à la salubrité des immeubles (art. L 1331-17, L 1331-22 à L 1331-31 et art. R 1331-4 à R 1331-11 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs à la lutte contre le saturnisme infantile et l'amiante (art. L 1334-1 à L 1334-13 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique).

3. Laboratoires de biologie médicale :

- les agréments ou modifications d'agrément des Sociétés d'Exercice Libéral constituées pour l'exploitation des laboratoires de biologie médicale.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Yves GRALL, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 1er sera exercée par M. Jean-Pierre PERON, directeur régional de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre PERON, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 2 sera exercée par M. Philippe ROMAC, délégué territorial de la Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe ROMAC, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 3 sera exercée par M. Jérôme MALHOMME, chef du service veille et sécurité sanitaire environnementale et en cas d'empêchement de M. Jérôme MALHOMME, pour les correspondances et les documents se rapportant à l'alinéa 2 de l'article 1er du présent arrêté par M. Manuel RODICQ, ingénieur d'études sanitaires, et par M. Olivier DOSSO, ingénieur.

ARTICLE 5 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet :

- les correspondances adressées :
  - à la présidence de la République et au Premier ministre,
  - aux ministres,
  - aux parlementaires,
  - au préfet de région et au président du conseil régional,
  - au président du conseil général,
  - au président de la communauté urbaine du Grand Nancy ;
- les circulaires à destination des maires des communes du département, des mises en demeure devant être notifiées aux collectivités territoriales pour non respect de leurs obligations réglementaires ;
- les situations de risques sanitaires pouvant constituer un trouble à l'ordre public où les services de l'agence sont placés, pour emploi, sous l'autorité du préfet ;
- les courriers et mémoires adressés au parquet et aux juridictions administratives, pénales, civiles ou financières.

ARTICLE 6 : Les arrêtés préfectoraux N° 10.BI.42 et N° 10.BI.45 du 8 novembre 2010 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine, sont abrogés.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur général de l'agence régionale de la santé de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.14 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

- VU le Code rural modifié ;
- VU le Code de la santé publique modifié ;
- VU le Code de l'environnement ;
- VU le Code de la consommation ;
- VU le Code du commerce ;
- VU le Code du tourisme ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 modifié, relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;  
VU le décret n° 85-1152 du 5 novembre 1985 portant création d'une direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes au ministère de l'économie, des finances et du budget ;  
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;  
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions ;  
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;  
VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du Premier Ministre du 1er janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant Mme Catherine BOURGUIGNON dans les fonctions de directrice départementale de la protection des populations ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, à l'effet de signer les décisions et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activités énumérés ci-après :

Administration générale :

- l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur, et plus généralement, la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînent pas de changement de résidence administrative ;
- la fixation du règlement intérieur d'aménagement local du temps de travail et de l'organisation ;
- le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet ;
- les décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la direction départementale de la protection des populations
- le commissionnement des agents des services vétérinaires tel que prévu aux articles L214-20, L221-6, R221-22 du Code Rural et aux articles L514-5 et L514-13 du Code de l'environnement.

Décisions individuelles dans les domaines suivants :

1) Santé animale :

- délivrance du mandant sanitaire (articles L221-11, R221-4 et R221-6 du Code Rural) ;
- désignation des vétérinaires sanitaires (article R221-9 du Code Rural) ;
- mesures applicables dans les abattoirs et équarrissages (articles R223-20 du Code Rural) ;
- mises en demeure prononcées en vertu de l'article L215-9 du Code Rural ;
- toute décision concourant à la prévention de la lutte contre les maladies visées aux articles D223-21, D223-1 du Code Rural.
- fixation du montant d'estimation des cheptels (arrêté ministériel du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus sur ordre de l'administration).

2) Reproduction animale :

- autorisation sanitaire d'utilisation des reproducteurs bovins du Centre d'Insémination Artificielle (article 5 de l'arrêté ministériel du 12 juillet 1994 relatif aux conditions exigées pour l'agrément sanitaire des CIA autorisés) ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans les espèces ovine et caprine (arrêté ministériel du 31 mars 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces ovine et caprine) ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans l'espèce bovine (arrêté ministériel du 13 juillet 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces bovines) ;
- agrément des établissements de pisciculture ou d'aquaculture visés à l'article R.432-12 du code de l'environnement (article R.432-13 du code de l'environnement).

3) Protection animale :

- délivrance des certificats de capacité au dressage des chiens au mordant (article L. 211-17, R 211-8 et R 211-9 du code rural) ;
- habilitation des formateurs de propriétaires ou détenteurs de chiens dangereux (article L. 211-13 du code rural) ;
- mesures destinées à réduire la souffrance des animaux gravement malades, blessés ou en état de misère physiologique du fait d'un mauvais traitement ou une absence de soin (article R214-17 du Code Rural) ;
- expérimentation animale :

- remise en liberté d'animaux (article R214-89 du Code Rural) ;
- octroi de l'autorisation d'expérimenter (article R214-93 du Code Rural) ;
- recours à un fournisseur occasionnel (article R214-97 du Code Rural) ;
- octroi de l'agrément des établissements d'expérimenter (article R214-101 du Code Rural)

- transport des animaux :

- mesures nécessaires pour épargner toute souffrance aux animaux au cours des transports (article R214-58 du Code Rural) ;
- délivrance du certificat de capacité (animaux domestiques) prévu par l'article L214-6 du Code Rural et par l'article R214-25 du Code Rural.

4) Garde, cession et rassemblement d'animaux :

- dérogation à l'interdiction de vente d'animaux de compagnie sur des lieux non réservés à cet effet (article L214-7 du Code Rural) ;
- mesures de nature à faire cesser l'insalubrité de locaux d'élevage d'animaux de compagnie destinés à la vente ou de locaux de vente ou de transit d'animaux de compagnie pouvant comprendre l'interdiction de cession (article R214-33 du Code Rural) ;
- agréments des négociants, centres de rassemblement et marchés (article L233-3 du Code Rural) ;
- mises en demeure de remédier au non respect des conditions d'application (article L233-3 du Code Rural) ;
- octroi et suspension de l'agrément de centres de rassemblement (arrêté ministériel du 09 juin 1994 relatif aux échanges d'animaux vivants, de semence, embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires).

5) Hygiène alimentaire :

- consignation ou rappel de lots de denrées ou d'animaux (article L232-2 du Code Rural) ;
- agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L233-2 du Code Rural) ;
- dispense d'agrément ou retrait de dispense d'agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L233-2) ;
- attribution de la qualification de vétérinaire officiel (article D224-64 du Code Rural) ;
- octroi de la patente vétérinaire et médicale (article D224-64 du Code Rural) ;
- suspension ou retrait de la patente vétérinaire et médicale (article D 224 65 du code rural) ;
- autorisation de sortie de matériaux à risque spécifié à destination d'un établissement de recherche scientifique (arrêté du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements) ;

- dérogation pour la mise sur le marché local de viandes issues d'ateliers de traitement de faible capacité (arrêté ministériel du 02 août 1995 fixant les conditions sanitaires de collecte, de traitement et de mise sur le marché de viandes fraîches de gibier sauvages).

6) Pharmacie vétérinaire :

- agrément pour la préparation extemporanée des aliments médicamenteux (Code de la Santé Publique L5143-3 et R5143-2).

7) Alimentation animale :

- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (article L235-1 du Code Rural) ;

- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (articles 9 et 11 de l'arrêté ministériel du 28 février 2000 relatif à l'agrément et à l'enregistrement de certains établissements et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation animale).

8) Désinfection :

- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les lieux de rassemblement ouverts au public (article L214-16 du Code Rural) ;

- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les foires et marchés communaux (article L214-17 du Code Rural) ;

- interdiction d'utilisation des lieux de rassemblement d'animaux insalubres (article L214-18 du Code Rural).

9) Protection de la nature :

- délivrance, suspension, retrait des certificats de capacité (article R213-4 du Code de l'environnement) ;

- autorisation d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques (articles 4136-7, R413-18 et R413-21 du Code de l'environnement) ;

- autorisation de transport (arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et du règlement (CE) n° 338/97 du Conseil Européen et (CE) n° 939/97 de la Commission Européenne.

10) Echanges internationaux :

- agrément des opérateurs en échanges intra-communautaires et exportations (articles L236-2 et 17 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires) ;

- enregistrement des opérateurs (articles L236-8 du Code Rural et 7 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires et à l'article 7 de l'arrêté du 11 mars 1996 relatif aux règles sanitaires et aux contrôles vétérinaires applicables aux produits d'origine animale provenant d'un autre état membre de la Communauté européenne et ayant le statut de marchandises communautaires) ;

- agrément des établissements d'importation des poissons, mollusques et crustacés aquatiques vivants (article 9 de l'arrêté ministériel du 19 juillet 2002 fixant les conditions sanitaires pour l'importation et le transit, sur le territoire métropolitain et les départements d'outre-mer, des animaux vivants et de certains de leurs produits visés à l'article L236-1 du Code Rural).

11) Répression des fraudes :

- fermeture de tout ou partie d'un établissement ou à l'arrêt d'une ou de plusieurs de ses activités dans le cas de produits présentant ou susceptibles de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs (article L.218-3 du Code de la consommation) ;

- suspension de la mise sur le marché, au retrait, au rappel et à la destruction d'un lot de produits présentant ou susceptible de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs (article L.218-4 du Code de la consommation) ;

- mise en conformité impossible d'un lot non conforme à la réglementation en vigueur : utilisation à d'autres fins, réexpédition vers le pays d'origine ou destruction des marchandises dans un délai fixé (article L.218-5 du Code de la consommation) ;

- mise en conformité, dans un délai fixé d'une prestation de services non conforme à la réglementation en vigueur et à la suspension d'une prestation de services en cas de danger grave ou immédiat (article L.218-5-1 du Code de la consommation) ;

- injonction de faire procéder, dans un délai fixé, à des contrôles par un organisme indépendant et en cas de non réalisation du contrôle prescrit, réaliser d'office de ce contrôle, en lieu et place du responsable (article L.218-5-2 du Code de la consommation).

12) Laboratoires d'analyses :

- délivrance de la reconnaissance des laboratoires d'analyses dans le domaine alimentaire et vétérinaire (article R202-23 du Code Rural).

ARTICLE 2 : Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs à l'exception de :

- mesures de nature à faire cesser l'insalubrité de locaux d'élevage d'animaux de compagnie destinés à la vente ou de locaux de vente ou de transit d'animaux de compagnie pouvant comprendre l'interdiction de cession (article R214-33 du Code Rural) ;

- suspension, retrait des certificats de capacité (article R213-4 du Code de l'environnement) ;

- autorisation d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques (articles 4136-7, R413-18 et R413-21 du Code de l'environnement) ;

- fermeture de tout ou partie d'un établissement ou à l'arrêt d'une ou de plusieurs de ses activités dans le cas de produits présentant ou susceptibles de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs (article L.218-3 du Code de la consommation) ;

- suspension de la mise sur le marché, au retrait, au rappel et à la destruction d'un lot de produits présentant ou susceptible de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs (article L.218-4 du Code de la consommation) ;

- mise en conformité impossible d'un lot non conforme à la réglementation en vigueur : utilisation à d'autres fins, réexpédition vers le pays d'origine ou destruction des marchandises dans un délai fixé (article L.218-5 du Code de la consommation) ;

- mise en conformité, dans un délai fixé d'une prestation de services non conforme à la réglementation en vigueur et à la suspension d'une prestation de services en cas de danger grave ou immédiat (article L.218-5-1 du Code de la consommation) ;

- injonction de faire procéder, dans un délai fixé, à des contrôles par un organisme indépendant et en cas de non réalisation du contrôle prescrit, réaliser d'office de ce contrôle, en lieu et place du responsable (article L.218-5-2 du Code de la consommation).

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,

- aux ministres,

- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

- au président du Conseil Général,

- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté N° 10.BI.31 du 11 mai 2010 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture et Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.15 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel n° 849 du 4 août 2008 nommant M. Lionel RAZUREL, commissaire divisionnaire, directeur départemental de la sécurité publique dans le département de Meurthe-et-Moselle, chef de district et commissaire central à Nancy à compter du 10 septembre 2008 ;

VU le protocole de complémentarité entre la direction régionale des douanes et droits indirects, la direction départementale de la sécurité publique, la direction départementale de la police aux frontières, le groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle et la CRS Lorraine Alsace relatif à la reconduite des étrangers en situation irrégulière en date du 1er mars 2005.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues L.531-1 de l'ordonnance N° 2004-1248 du 24 novembre 2004 relative à la partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, pour prononcer les sanctions de l'avertissement et du blâme à l'encontre des fonctionnaires appartenant au corps de maîtrise et d'application de la sécurité publique, ainsi que des personnels administratifs de catégorie C.

ARTICLE 3 : M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.97 du 27 juillet 2009, accordant délégation de signature M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique, est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.16 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Miguel FABBRI, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU les articles L.531-1 et L.531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 81-973 du 29 octobre 1981 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, notamment l'article 7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 94-769 du 2 septembre 1994 portant modification du décret n° 82-440 du 26 mai 1982 modifié pris pour l'application de l'article 24 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;  
 VU le décret n° 95-306 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;  
 VU le décret n° 2003-734 du 1er août 2003 portant création et organisation des services déconcentrés de la direction centrale de la police aux frontières ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU la note de service N 38/2009 du 31 août 2009, de la direction générale de la police nationale, nommant M. Miguel FABBRI, commandant de police, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle ;  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Miguel FABBRI, commandant de police, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle, en résidence à MONT-SAINT-MARTIN, à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités compétentes de Belgique et du Luxembourg prévues aux articles L.531-1 et L.531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

ARTICLE 2 : M. Miguel FABBRI, commandant de police, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.131 du 29 octobre 2009 accordant délégation de signature à M. Miguel FABBRI, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Miguel FABBRI, commandant de police, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
 Adolphe COLRAT

#### Arrêté préfectoral n° 11.BI.17 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail ;  
 VU le code de commerce ;  
 VU le code de la consommation ;  
 VU le code du tourisme ;  
 VU le code de la sécurité sociale ;  
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;  
 VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;  
 VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;  
 VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
 VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
 VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;  
 VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;  
 VU le décret du président de la République du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

Article 1er - Délégation de signature est donnée à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences et au nom du Préfet de Meurthe-et-Moselle, les décisions, actes administratifs et correspondances dans les domaines suivants, relevant de la compétence du préfet de Meurthe-et-Moselle :

1) Travail et Emploi

Nature du pouvoir	Textes (Code du Travail : CT)
1 - Salaires - établissement du tableau des temps nécessaires à l'exécution des travaux des travailleurs à domicile - fixation du salaire horaire minimum et des frais d'atelier ou accessoires des travailleurs à domicile - remboursement de la part de l'Etat en matière de rémunération mensuelle minimale	CT : 7ème partie – Livre 4ème – Titres I et II CT : 3ème partie – Livre 2ème – Titre III – Chapitre II

2 – Négociation collective Fondement de la qualification des catégories d'emploi menacées dans le cadre de la négociation triennale	CT : 2ème partie – Livre 2ème – Titre IV – Chapitres I et II
3 – Agences de mannequins Attribution, renouvellement, suspension, retrait de la licence d'agence de mannequins	CT : 7ème partie – Livre 1er – Titre II – Chapitre III
4 – Travailleurs étrangers - décisions et visas portant sur les autorisations de travail - visa des conventions de stage	CT : 5ème partie – Livre 2ème – Titre II CEDESA – Livre III
5 – Apprentissage et Alternance - contrats d'apprentissage - décision à l'opposition d'engagement d'apprentis et à la poursuite des contrats en cours - enregistrement des contrats d'apprentissage dans le secteur public - agrément (délivrance, suspension, retrait) de maître d'apprentissage pour les personnes morales de droit public - contrat de professionnalisation	CT : 6ème partie – Livre 2ème – Titre II – Chapitres III, IV et V Loi n° 92-675 du 17/07/1992 Décret 92-1258 du 30/11/1992 CT : 6ème partie – Livre 3ème – Titre II – Chapitre V
6 – Congés payés - action en dommages et intérêts contre un salarié qui travaille pendant ses congés payés - agrément des contrôleurs des caisses de congés payés	CT : 3ème partie – Livre 1er – Titre IV
7 – Emploi  7.1 – Chômage partiel - attribution de l'allocation spécifique de chômage partiel - conventions de prise en charge des indemnités complémentaires dues aux salariés en chômage partiel - décisions relatives à la situation des salariés employés par une entreprise en suspension temporaire d'activité (au-delà de 3 mois) - conventions d'activité partielle de longue durée - participation de l'Etat à l'allocation complémentaire versée par l'entreprise en matière de rémunération mensuelle minimale garantie	CT : 5ème partie – Livre 1er – Titres I et II          CT : 3ème partie – Livre 2ème – Titre III – Chapitre II
7.2 – Conventions du Fonds National de l'Emploi (FNE) dans le cadre de la restructuration des entreprises et de l'adaptation à l'emploi - d'allocation spéciale en cas de licenciement de travailleurs âgés - d'allocation temporaire dégressive - de congés de conversion - de cellule de reclassement - de formation et d'adaptation professionnelle - de cessation d'activité de certains travailleurs salariés - de conversion, d'adaptation ou de prévention	CT : 5ème partie – Livre 1er – Titres I et II
7.3 – Convention d'appui ou de sensibilisation à l'élaboration de plans de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences	CT : 5ème partie – Livre 1er – Titre II
7.4 – Aide à l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi dans le cadre d'accords pour l'emploi	CT : 5ème partie – Livre 1er – Titre II
7.5 – Contrat unique d'insertion, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat d'avenir, contrat initiative emploi, contrat insertion-revenu minimum d'activité, accompagnement salariés en contrats aidés Décision de reversement des aides et cotisations sociales en cas de rupture d'un CAE ou d'un CIE. Prime retour à l'emploi.	CT : 5ème partie – Livre 1er – Titre III – Chapitres I, III et IV
7.6. – Dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise	CT : 5ème partie – Livre 1er – Titre III – Chapitre IV
7.7 – Décisions et conventions relatives à l'insertion par l'activité économique. Attribution des aides – Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique	CT : 5ème partie – Livre 1er – Titre III – Chapitre II
7.8 – Aide aux chômeurs, créateurs ou repreneurs d'entreprises	CT : 5ème partie – Livre 1er – Titre IV
7.9 – Conventions de promotion de l'emploi	CT : 6ème partie – Livre 3ème – Titre II – Chapitre V Circulaires DGEFP 97-08 du 25/4/97 et 04-07 du 16/02/2004
7.10 – CIVIS / Fonds pour l'insertion professionnelle des jeunes (FIPJ)	CT : 5ème partie – Livre 1er – Titre III – Chapitre I
7.11 – Conventions liées aux dispositifs locaux d'accompagnement	Circulaires DGEFP n°2002-16 du 25/3/2002, n°2003-04 du 4/3/2003 et du 09/7/2007

7.12 – Délivrance, extension, renouvellement, retrait d'agrément des associations, entreprises et autres personnes morales dont l'activité porte sur les services à la personne	CT : 7ème partie – Livre 2ème – Titre III
7.13 – Agrément relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production (SCOP)	Loi n° 78-763 du 19/07/1978
7.14 – Décisions embauche en ZRU et ZUS	Loi n° 96-987 du 14/11/1996
8 – Travailleurs privés d'emploi / Décisions relatives aux droits du régime de solidarité et aux droits à revenu de remplacement - exclusion temporaire ou définitive des droits à l'allocation de recherche d'emploi, d'allocation temporaire d'attente ou d'allocation de solidarité spécifique et prononcé de sanctions administratives - refus d'ouverture des droits à l'allocation de solidarité spécifique et de son renouvellement - refus d'ouverture rétroactive du droit à l'allocation équivalent retraite	CT : 5ème partie – Livre 4ème – Titres I et II
9 – Formation professionnelle et certification délivrance des titres professionnels du ministère chargé de l'emploi et validation de jury - remboursement des rémunérations perçues par les stagiaires AFPA abandonnant, sans motif valable, leur stage de formation - validation des acquis de l'expérience	Loi n° 2002-73 du 17/01/2002 Décret n° 2002-1029 du 2/8/2002 CT : 6ème partie – Livre 3ème – Titre IV – Chapitre I Loi n° 2002-73 du 17/01/2002 Décret n° 2002-615 du 26/04/2002
10 – Travailleurs handicapés - déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (contrôle, émission des titres de perception à l'encontre des employeurs ne respectant pas l'obligation d'emploi) - agrément des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement en faveur des travailleurs handicapés Exonération partielle de l'obligation d'emploi. - subvention d'installation des travailleurs handicapés - aides financières en faveur de l'insertion des travailleurs handicapés - conventionnement d'organismes assurant des actions d'insertion des travailleurs handicapés - décisions sur la reconnaissance de la lourdeur du handicap - conventionnement d'aide au poste dans les entreprises adaptées - prime pour l'embauche d'un jeune handicapé en contrat d'apprentissage	CT : 5ème partie – Livre 2ème – Titre I          CT : 6ème partie – Livre 2ème – Titre II – Chapitre II
11 – Conseiller du salarié - remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers du salarié pour l'exercice de leur mission - remboursement des frais de déplacement exposés par les conseillers du salarié	CT : 1ère partie – Livre 2ème – Titre III – Chapitre II

## 2) Métrologie

Décisions, actes et correspondances relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine dans le domaine de la métrologie légale :

- dans le cadre du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure :

approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par le fabricant ou le réparateur pour la vérification primitive des instruments (article 18 – 3ème alinéa) ;

approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par l'installateur pour la vérification de l'installation d'un instrument (article 23 – 3ème alinéa) ;

agrément du système d'assurance qualité des organismes de contrôle (article 37 – 2ème alinéa) ;

dérogations lorsque les conditions techniques et d'usage d'un instrument ne permettent pas de respecter la réglementation (article 41) ;

retrait ou suspension d'agrément (article 39)

- agrément des organismes prévus par les arrêtés réglementant les catégories d'instruments de mesure (articles 22, 28 et 33 du décret précité et article 20 de l'arrêté du 1er mars 1990 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret) ;

- attribution de marque d'identification (article 27 de l'arrêté ministériel du 1er mars 1990) ;

- agrément des installateurs, réparateurs de chronotachygraphes et des centres de vérifications périodiques (décret n° 81-883 du 14 septembre 1981 et arrêté du 26 novembre 1986 modifiés) ;

- agrément des organismes pour la vérification périodique des taximètres (arrêté ministériel du 18 juillet 2001, article 12) ;

- décisions d'approbation de plans de camion-citerne (ordonnance n° 42-2405 du 18 octobre 1945 et arrêté du 1er juillet 1976, article 14) ;

- décisions d'agrément de plans de réservoir de stockage de liquides autres que les vins et alcools (ordonnance n° 42-405 du 18 octobre 1945 relative au mesurage du volume des liquides et circulaire 76.1.01.327.000 du 6 mai 1976) ;

- agrément d'organismes pour la réparation, l'installation, l'inspection des chronotachygraphes numériques (arrêté ministériel du 7 juillet 2004 relatif aux modalités du contrôle des chronotachygraphes numériques, articles 4 et 5).

## 3) Développement industriel et technologique

Décisions, actes et correspondances pris en application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983.

## 4) Concurrence, consommation et répression des fraudes

Décisions, actes et correspondances relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine en matière de contrôle du bon fonctionnement des marchés et des relations commerciales entre entreprises, de protection économique des consommateurs et de sécurité des consommateurs.

5) Organisation, fonctionnement des services et gestion du personnel

Décisions, actes et correspondances concernant :

- l'organisation et le fonctionnement des services sur lesquels il a autorité ;
- la gestion des personnels dans les conditions et suivant les modalités fixées par les textes en vigueur.

Article 2 – M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine peut, sous sa responsabilité et au nom du préfet, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs fonctionnaires et agents de l'Etat relevant de son autorité. La décision de subdélégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 – Demeurent réservées à la signature de M. le Préfet les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général.

Article 4 – L'arrêté préfectoral N°10.BI.32 du 25 mai 2010 accordant délégation de signature à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine est abrogé.

Article 5 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

#### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.18 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du Patrimoine, ensemble les décrets d'application n° 79-1037, n° 79-1038, n° 79-1039 et n° 79-1040 du 3 décembre 1979 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1421-1 à R. 1421-16 ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2003 nommant Mme Hélène SAY, Conservatrice en chef du Patrimoine, directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle à compter du 18 août 2003 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

ARTICLE 1: Délégation de signature est donnée à Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes correspondances, rapports, visas et décisions relatifs aux matières énumérées ci-dessous :

a) gestion du service départemental d'archives :

- correspondances relatives à la gestion du personnel de l'Etat mis à disposition auprès du conseil général pour exercer ses fonctions dans le service départemental d'archives ;
- engagement de dépenses pour les crédits d'Etat dont elle assure la gestion.

b) contrôle scientifique et technique des archives des collectivités territoriales :

- correspondances, rapports et avis relatifs à l'exercice du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales, à l'exclusion des décisions et mises en demeure concernant le dépôt des archives des communes aux Archives départementales en application des articles L. 1421-7 à L. 1421-9 du code général des collectivités territoriales ;
- avis sur les projets de construction, extension et réaménagement des bâtiments à usage d'archives des collectivités territoriales (à l'exclusion du département) et de leurs groupements ;
- visas préalables à l'élimination des documents d'archives des collectivités territoriales et établissements publics territoriaux ;
- arrêtés de dérogation à l'article L 212-11 du Code du patrimoine pour la conservation des archives centennaires au sein des collectivités territoriales.

c) contrôle des archives publiques et privées découlant du code du patrimoine et des décrets du 3 décembre 1979 relatifs aux archives :

- documents liés au contrôle de la conservation, du tri, du classement, de l'inventaire et de la communication des archives des services de l'Etat, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public et des officiers publics ou ministériels ;
- visas préalables à l'élimination des documents d'archives des services de l'Etat, des établissements hospitaliers et des organismes de droit privé chargés de mission ce service public ;
- documents liés à la protection du patrimoine archivistique privé.

d) coordination de l'activité des services d'archives dans les limites du département :

- correspondances et rapports.

ARTICLE 2 : Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : La directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle rend compte périodiquement au préfet des décisions prises à l'occasion de ses délégations.



ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.95 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales, est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.19 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du domaine de l'Etat ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le code minier ;

VU le code de la route ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code de l'environnement ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives et individuelles ;

VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code minier,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-603 du 23 mai 2006 relatif aux certificats d'économie d'énergie ;

VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines susvisé et des stockages souterrains ;

VU le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT Préfet de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 28 juillet 2005 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1997 soumettant à autorisation la détention et l'utilisation sur le territoire national d'ivoire d'éléphant par des fabricants ou des restaurateurs d'objets qui en sont composés et fixant des dispositions relatives à la commercialisation des spécimens ;

VU l'arrêté ministériel du 14 octobre 2005 fixant la liste des tortues marines protégées sur le territoire national et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU les arrêtés relatifs aux listes d'espèces protégées pris en application de l'article L 411-1 et L 411-2 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements (CE) n° 338/97 du conseil européen et (CE) n° 939/97 de la commission européenne ;

VU l'arrêté ministériel en date du 4 janvier 2010 nommant M. Alain Liger en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine

VU la circulaire du 30 novembre 2006 portant réorganisation des services routiers de l'Etat ;

VU la circulaire ministérielle n° 07 1945 du 11 juillet 2007 portant publication du règlement 1013/2006 relatif au transfert de déchets, et notamment son 5ème alinéa sollicitant la délégation aux DRIRE de l'instruction des notifications relatives aux transferts transfrontaliers de déchets ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine, à effet de signer l'ensemble des actes et décisions et plus généralement tous les documents relevant de ses attributions et compétences de caractère départemental pour le département de Meurthe-et-Moselle, dans les domaines d'activités énumérées ci-dessous :

1 ) Mines et sécurité dans les carrières :

- mesures de police applicables aux carrières en application du règlement général des industries extractives, à l'exclusion des mesures relevant de l'application du titre V du code de l'environnement ;

- gestion des procédures pour l'institution de permis de recherches d'hydrocarbures (décret n° 80-204 du 11 mars 1980 – article 7) ;

- application des dispositions de l'article 4 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières.

2) Explosifs :

- décisions d'autorisation d'utilisation dès réception ;

- autorisation d'exploitation de dépôts mobiles d'explosifs.

3) Equipements sous pression de vapeur ou de gaz :

- enregistrement et délivrance des récépissés de déclaration d'appareils à vapeur ;

- décisions prises pour l'application du décret du 2 avril 1926 et l'arrêté du 23 juillet 1943 :

dérogation à l'application de la réglementation des appareils à pression ;

décision d'autorisation d'effectuer en autosurveillance l'épreuve ou la ré-épreuve d'équipements sous pression ;

dispense d'épreuve ou de renouvellement d'épreuve hydraulique ;

prescription d'épreuve hydraulique par anticipation ;

autorisation de report d'épreuve sur le lieu d'emploi ;

autorisation d'épreuve chez un constructeur étranger ;

décision de sursis à épreuve périodique ;

autorisation de modification de la pression d'épreuve ;

contrôle, surveillance et aménagements aux dispositions de l'arrêté du 6 décembre 1982 relatif aux canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée ;

- accord préalable à l'emploi de soudage dans la fabrication et à l'occasion de diverses réparations de certains équipement ou éléments d'équipements ;

- autorisation de transfert de qualification du mode opératoire de soudage ;
- autorisation préalable pour l'utilisation de certaines nuances d'acier ;
- prescription d'épreuves ou de ré-épreuves anticipées d'extincteurs ;
- agrément de bouteilles d'acétylène ;
- agrément d'équipement sous pression en matériaux composites ;
- décisions prises pour l'application du décret du 13 décembre 1999 et l'arrêté du 15 mars 2000 :

surveillance des opérations de contrôle qui peuvent être confiées en tout ou partie à des organismes indépendants habilités à cet effet ;

reconnaissance d'un service inspection et autorisation de l'exécution de tout ou partie des opérations de contrôle prévues à l'article 18 du décret du 13 décembre 1999 ;

prescription d'une requalification périodique anticipée dans des conditions fixées en cas de suspicion quant au bon état d'un équipement sous pression ;

autorisation de la modification de l'état des lieux et des installations intéressées par un accident ;

transmission au ministère des rapports d'enquête en cas d'accident ;

détermination de conditions particulières d'application des dispositions du titre III du décret du 13 décembre 1999 et de l'arrêté du 15 mars 2000 pris pour son application sur demande motivée d'un exploitant d'un équipement sous pression ;

autorisation de mise sur le marché et mise en service d'équipements sous pression ou d'ensembles individuels sans qu'ils aient fait l'objet de la procédure d'évaluation de la conformité prévue à l'article 5 du décret du 13 décembre 1999, lorsque l'utilisation de l'équipement sous pression ou de l'ensemble est dans l'intérêt de l'expérimentation ;

mise en demeure de régulariser la situation d'un équipement sous pression exploité en méconnaissance des règles mentionnées à l'article 17 du décret du 13 décembre 1999 ;

envoi des récépissés de déclaration de mise en service ;

réalisation du contrôle de mise en service ;

sursis de requalification périodique pour une durée déterminée ;

réalisation de tout ou partie des opérations que comporte la requalification périodique ;

réalisation du contrôle après réparation ou modification ;

recusation de la personne ayant procédé à une inspection périodique lorsque celle-ci ne satisfait pas aux exigences du troisième alinéa du § 1 de l'article 10 ;

aménagements à l'intervalle entre inspections périodiques ;

dispense de vérification intérieure ;

aménagements aux vérifications de l'inspection périodique ;

réalisation de l'inspection périodique des récipients à couvercle amovible à fermeture rapide ;

réalisation de l'inspection périodique des générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente ;

aménagements aux intervalles entre deux requalifications périodiques ;

aménagements aux opérations d'inspection de la requalification périodique ;

réalisation des opérations de requalifications périodiques ;

aménagements à l'obligation d'enlèvement des revêtements des dispositifs d'isolation thermique ou des garnissages préalablement à la requalification périodique d'un équipement sous pression ;

réalisation du contrôle après réparation ou modification suite à une intervention notable ;

désignation d'expert chargé du contrôle des épreuves des appareils à pression de gaz ;

délégation d'organisme habilité pour la surveillance des épreuves des appareils à pression de vapeur ;

- décisions prises pour l'application du décret du 3 mai 2001 (équipements transportables) :

surveillance pour le contrôle périodique des équipements transportables existants construits conformément au décret du 18 janvier 1943 et des citernes existantes, qui n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation de leur conformité ;

surveillance des opérations de contrôle après réparation ou modification qui n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation de leur conformité ;

mise en demeure de l'exploitant de régulariser sa situation pour les équipements sous pression transportables exploités en méconnaissance des règles, mentionnées aux articles 12 et 13 du décret du 3 mai 2001, interdictions d'utiliser ces équipements, décisions de retraits de ceux-ci ;

transmission au ministère des rapports d'enquête en cas d'accident.

#### 4) Canalisations :

- autorisation et renonciation des canalisations de transport de gaz combustibles prises au titre du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 ;
- autorisation et renonciation de canalisations de transport d'hydrocarbures au titre du décret n° 59-645 du 16 mai 1959 et du décret n° 89-788 du 24 octobre 1989 ;
- autorisation et renonciation des canalisations de transport de produits chimiques au titre du décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 ;
- surveillance, contrôle et aménagements relevant des dispositions de l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

#### 5) Véhicules et transport routier :

- réception et homologation des véhicules automobiles, véhicules agricoles, motocyclettes, bicycles, tricycles et quadricycles à moteur et de leurs remorques,
- réceptions des citernes de transports de matières dangereuses,
- délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules de transports en commun de personnes,
- délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage,
- agrément des contrôleurs et des centres de contrôle technique de véhicules poids lourds à l'exclusion des retraits d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission ;
- délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules et des citernes de matières dangereuses par route,
- surveillance des centres de contrôles techniques de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant,
- surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

#### 6) Environnement industriel

- validation des déclarations des émissions annuelles de CO<sub>2</sub> déclarées dans le cadre du système de quotas d'émission de gaz à effet de serre,
- actes décisions relatives aux transferts transfrontaliers de déchets prises en application au règlement communautaire européen n° 1013/2006 du 14 janvier 2006,
- demandes de compléments relatives aux dossiers de demandes d'autorisation ou d'enregistrement présentés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement
- demandes de dépôt d'un dossier de déclaration ou d'autorisation quand l'installation dont l'enregistrement est sollicité ne relève pas de ce dernier régime,
- confirmation à l'exploitant du caractère complet et régulier du dossier de demande d'enregistrement.

#### 7) Evaluation environnementale des projets

- information du pétitionnaire sur les informations qui doivent figurer dans l'étude d'impact (article R. 122-2 du code de l'environnement),
- saisine de l'autorité environnementale sauf pour les installations classées situées sur un site d'installation nucléaire de base,
- formulation et signature de l'avis transmis à l'autorité environnementale au titre de l'article R122-1-1 IV du code de l'environnement,
- transmission au pétitionnaire de l'avis de l'autorité environnementale.

#### 8) Energie

- décisions relatives à la production et au transport de l'électricité, et du gaz et à la distribution du gaz,
- délivrance des certificats d'économie d'énergie,
- délivrance des certificats d'obligation d'achat d'électricité.

## 9) Protection des espèces

- décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions du règlement CE n° 338/97 susvisé,
- décisions relatives à la capture, la destruction, l'enlèvement, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la détention de spécimens d'oiseaux, de mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés,
- décisions relatives à la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des oiseaux, mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés, sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants,
- décisions relatives à la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de tout ou partie des spécimens sauvages de végétaux d'espèces protégées,
- décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'écailles de tortues marines des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas* par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés,
- décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés,
- décisions relatives au transport des spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement CE n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement,
- décisions relatives à l'autorisation de pénétrer sur les propriétés privées afin de réaliser les inventaires du patrimoine naturel devant être menés dans le cadre de l'article L 411-5 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 : Sont explicitement exclues de la présente délégation les actes et décisions qui :

- mettent en jeu le pouvoir de contrôle vis-à-vis des collectivités territoriales ;
- font intervenir une procédure d'enquête publique,
- relèvent de l'application des dispositions du titre Ier du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3 : M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE. 05 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.20 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature Madame Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code du domaine de l'Etat ;

VU le Code Civil ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 2006-728 du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret N° 2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif au transfert des compétences de la Direction Générale des Impôts à la Direction Générale de la Comptabilité Publique en matière domaniale ;

VU le décret du 17 décembre 2009 nommant Mme Françoise NOITON, administratrice générale des finances publiques de 1ère classe, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;

VU l'arrêté du 23 août 2005 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de biens privés ;

VU l'arrêté ministériel du 26 octobre 2009 portant création de directions régionale et départementales des finances publiques ;

VU la décision du 5 mars 2010 du directeur général des finances publiques confiant à compter du 31 mars 2010 la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle à Mme Françoise NOITON ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**ARRETE**

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions, mémoires et, d'une façon plus générale, tous les actes, y compris les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

Numéro	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux	Art. L. 69 (3ème alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat.

		Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat, ainsi que dans les conventions d'utilisation des immeubles de l'Etat par ces mêmes services.	Art. R. 18 du code du domaine de l'Etat. Art. 1 à 5 du décret 2008-1298 du 1er décembre 2008
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R. 1 du code du domaine de l'Etat.
4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'Etat.
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2ème alinéa) et A. 91 du code du domaine de l'Etat.
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 158 1° et 2°, R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'Etat.
8	Participation du service du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R. 105 du code du domaine de l'Etat.
9	Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du Domaine.	Art. 809 à 811-3 du code civil. Loi validée du 5 octobre 1940. Loi validée du 20 novembre 1940. Ordonnance du 5 octobre 1944. Loi du 23 juin 2006. Décret 2006-1792 du 23 décembre 2006.
10	Dans les départements en « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publique.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, à l'effet :

d'émettre et d'adresser, à chaque ordonnateur secondaire délégué affectataire de locaux au sein de la cité administrative de Nancy ou au représentant des occupants ayant une personnalité juridique et financière différente de celle de l'Etat, les titres de perception pour la quote-part des charges de fonctionnement qui lui incombent ;

d'engager et de mandater les dépenses de fonctionnement liées à la gestion de la cité administrative de Nancy.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, à la curatelle des successions vacantes, la gestion et la liquidation des successions en déshérence dans le département de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 4 : Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 5 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.23 du 16 avril 2010 accordant délégation de signature à Madame Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

#### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.21 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature au Colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des états de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 16 mai 2008 nommant Monsieur Francis PACCAGNINI au grade de colonel ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

VU l'ordre de mutation 034524 DEF/GEND/RH/P/PO en date du 12 mars 2008 désignant le Colonel Francis PACCAGNINI pour commander le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er août 2008 ;

VU le protocole de complémentarité entre la direction régionale des douanes et droits indirects, la direction départementale de la sécurité publique, la direction départementale de la police aux frontières, le groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle et la CRS Lorraine Alsace relatif à la reconduite des étrangers en situation irrégulière en date du 1er mars 2005.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée au colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article L.531-1 de l'ordonnance N° 2004-1248 du 24 novembre 2004 relative à la partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

ARTICLE 2 : Le colonel Francis PACCAGNINI, commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.102 du 27 juillet 2009, accordant délégation de signature au colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

#### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.22 du 17 janvier 2011 portant délégation de pouvoir d'homologuer les rôles d'impôts directs au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les conventions internationales conclues entre la République française et les Etats étrangers prévoyant une assistance administrative en matière de recouvrement ;

VU les articles 1658 et 1659 du code général des impôts fixant les conditions d'homologation des rôles d'impôts directs et des taxes assimilées ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 modifié relatif à l'organisation des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU l'arrêté ministériel du 26 octobre 2009 portant création de directions régionale et départementales des finances publiques ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

Article 1er : Délégation de pouvoirs, pour rendre exécutoires les rôles d'impôts directs et taxes assimilées ainsi que les titres de recouvrement émis par les Etats étrangers dans le cadre des conventions bilatérales d'assistance administrative au recouvrement, est donnée aux collaborateurs du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ayant au moins le grade de directeur divisionnaire des impôts.

Article 2 : L'arrêté préfectoral du 24 septembre 1999 portant délégation de pouvoirs pour l'homologation des rôles d'impôts directs et taxes assimilées est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des finances publiques sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux et la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.23 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Gérard PHILIPPON, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles D. 472 et suivants du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;  
VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;  
VU la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la Nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;  
VU l'article 127 de la loi n° 96-1181 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour 1997 instituant un fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Indochine et d'Afrique du Nord, chômeurs, privés d'emploi depuis plus d'un an ;  
VU le décret n° 59-166 du 7 janvier 1959 déterminant la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre modifié ;  
VU le décret n° 88-311 du 28 mars 1988 portant modification du décret n° 79-381 du 10 mai 1979 portant actualisation du conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et des conseils départementaux ;  
VU le décret n° 92-1335 du 21 décembre 1992 relatif aux modalités d'attribution de certains titres et cartes aux anciens combattants et victimes de guerre ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 23 décembre 1992 portant délégation de pouvoir en matière de carte d'invalidité et d'avantages y afférents ;  
VU l'arrêté du 22 juin 1999 relatif au fonctionnement des régies d'avances et de recettes des services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, ensemble la décision du 7 décembre 1999 instituant des régies d'avances et des régies de recettes dans les services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ;  
VU l'arrêté du 15 novembre 1999 portant organisation de la direction des statuts, des pensions et de la réinsertion sociale ;  
VU l'arrêté du 21 juin 2001 relatif au diplôme d'honneur de porte-drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre ;  
VU l'arrêté du 13 mars 2002 modifiant l'arrêté du 13 mars 1997 fixant les modalités d'application de l'article 125 modifié de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991) ;  
VU l'arrêté du 24 juillet 2007 du Ministère de la Défense, chargeant M. Gérard PHILIPPON, attaché d'administration, des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre à compter du 1er septembre 2007 ;  
VU la directive générale n° 1 du 18 juin 1987 SP/PFT n° 1041 de M. le directeur général de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre relative aux responsabilités, aux objectifs et aux moyens de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et de ses directions départementales ;  
VU la lettre-circulaire n° 8862 du 2 décembre 1977 de M. le Ministre des anciens combattants conférant le titre de « directeur » aux secrétaires généraux, chefs des services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et la directive générale n° 1 du 18 juin 1987 SP/PFT leur conférant le titre de « directeur départemental » de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ;  
VU la circulaire n° 722 A du 23 décembre 1992 relative aux procédures de traitement de certains dossiers d'anciens combattants et victimes de guerre en matière de statuts, la note XR/626/P/DSPRS du 17 septembre 1993 et la circulaire ministérielle n° 2857/BC/TL du 10 décembre 1993 prise en application des dispositions des arrêtés ministériels fixant les caractéristiques de la carte du combattant, de la carte de combattant volontaire de la résistance et de la carte de réfractaire ;  
VU la circulaire n° 723 A du 21 janvier 1993 relative aux procédures de traitement des demandes de cartes d'invalidité et des avantages y afférents et la circulaire n° 724 A du 17 mars 1993 relative à l'attribution de la carte d'invalidité et des avantages y afférents aux déportés de nationalité étrangère à la date du fait dommageable complétée par la lettre-circulaire n° 235/DEG du 23 décembre 1993 relative à la non-exonération de la vignette automobile pour ces personnes ;  
VU la circulaire du 29 mai 1996 fixant les modalités de mise en circulation de la nouvelle carte du combattant définie par l'arrêté ministériel du 2 novembre 1995 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée à M. Gérard PHILIPPON, attaché d'administration, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions dans les matières suivantes :

1 ) En matière financière :

Gestion des biens des Pupilles de la nation sous tutelle, notification aux demandeurs des décisions d'attribution et de rejet des allocations différentielles du fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Indochine et d'Afrique du Nord chômeurs depuis plus d'un an.

2) En matière de délivrance de documents :

Etablissement et signature des cartes « Pupille de la Nation », des cartes d'invalidité avec apposition éventuelle de la mention « station debout pénible » et du timbre piscicole, des cartes de priorité aux grands invalides bénéficiaires de l'article L. 18 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, des attestations en vue de la délivrance de la vignette automobile gratuite aux grands mutilés de guerre et grands invalides de guerre, des attestations en vue de l'immatriculation à la sécurité sociale des grands mutilés de guerre, des grands invalides de guerre, des victimes civiles de la guerre et de leurs ayants-droit (veuves, orphelins, ascendants).

3) En matière de délivrance ou de rejet de titres, après délibération des commissions départementales ou nationales :

Etablissement et signature des cartes de combattant (conflits 1914-1918, 1939-1945, théâtres d'opérations extérieures, guerre d'Indochine et de Corée, opérations d'Afrique du nord et missions diverses), des cartes du combattant volontaire de la Résistance, des cartes de Réfractaire, des cartes de patriote transféré en Allemagne, des attestations modèle T. 11 aux titulaires du titre de personne contrainte au travail en pays ennemi, ou notification de rejet en cas d'avis défavorable desdites commissions.

Etablissement de diplômes d'honneur des Porte-Drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre.

4) En matière de secours, d'aides ménagères, de subventions et d'avances remboursables, après délibération du conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre :

Attribution de secours d'urgence, ordinaires et exceptionnels, d'aides ménagères, de subventions ordinaires et exceptionnelles, d'avances remboursables aux ressortissants de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

5) En matière de gestion du service départemental :

Transcription de la mention d'enregistrement sur les titres de reconnaissance de la Nation délivrés aux militaires des forces Armées françaises ou détachés dans une armée étrangère et aux personnes civiles en application des dispositions de la circulaire ministérielle n° 728 A du 22 octobre 1993 ;

Certification des demandes de retraite du combattant formulées par les titulaires de la carte du combattant ;

Signature de tous documents se rapportant au fonctionnement du conseil départemental et des diverses commissions et en particulier, leur convocation, la notification des décisions ;

Signature de tout le courrier ordinaire se rapportant à la gestion du service départemental, à destination, soit de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, soit du Ministère des anciens combattants et victimes de guerre, soit de ses ressortissants, soit des administrations départementales ou extérieures de même que des demandes d'enquêtes administratives adressées aux maires ;

Signature des arrêtés préfectoraux portant attribution de congés de maladie ou de maternité aux personnels du service départemental des catégories B et C à l'exception de ceux du directeur départemental ;

Notation et appréciation écrite des personnels du service départemental des catégories B et C ;

Présidence des commissions départementales :

commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant,

commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance,

commission départementale chargée de l'attribution du titre de réfractaire,

commission départementale chargée de l'attribution du titre de personne contrainte au travail en pays ennemi,

sous-commission d'action sociale et des enfants victimes de guerre,

conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre,

commission départementale chargée de l'examen des demandes de diplôme d'honneur des porte-drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre,

commission départementale de l'information historique pour la paix (sauf commissions plénières),

commission départementale médicale chargée de statuer sur l'attribution de la carte d'invalidité à double barre rouge et sur l'apposition sur la carte d'invalidité, de la mention « station debout pénible ».

ARTICLE 2 : M. Gérard PHILIPPON, attaché d'administration, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'ONACVG, définit, par arrêté pris au nom préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.106 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Gérard PHILIPPON, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'ONACVG, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Gérard PHILIPPON, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'ONACVG, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

#### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.24 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature au colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur du service départemental d'incendie et de secours**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 96.369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, et notamment son article 33 ;

VU la loi N° 2004.811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret N° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 28 mai 2009 nommant le colonel Jean-Philippe VENNIN directeur du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral N° 98-048 du 5 mars 1998 portant organisation du corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er mars 1998 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée au colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle, chef de corps départemental, à l'effet de signer les documents relevant des attributions de son service, contrôlées par M. le secrétaire général de la préfecture, à savoir :

- ampliations des arrêtés préfectoraux et copies de décisions,
- certification et visa de pièces et documents,
- correspondances courantes relatives aux mesures opérationnelles et aux affaires de prévention,
- de protection et d'organisation des secours.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement du colonel Jean-Philippe VENNIN, délégation de signature est accordée au colonel Jean-Jacques HORB, directeur départemental adjoint du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle,

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy,

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI 43 du 8 novembre 2010 accordant délégation de signature au colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur du service départemental d'incendie et de secours, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur du service départemental d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.25 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Dominique SIMON, directeur interrégional Grand Est de la protection judiciaire de la jeunesse**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;  
VU l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;  
VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté ministériel du 1er décembre 2008 portant nomination de M. Dominique SIMON en qualité de directeur interrégional Grand Est de la protection judiciaire de la jeunesse ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Dominique SIMON, directeur interrégional Grand Est de la protection judiciaire de la jeunesse, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les conventions nominatives portant règlement et contrôle des placements ordonnés par le juge des enfants dans les lieux de vie situés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 2 : M. Dominique SIMON, directeur interrégional Grand Est de la protection judiciaire de la jeunesse, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 3 : M. Dominique SIMON, directeur interrégional Grand Est de la protection judiciaire de la jeunesse, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.108 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Dominique SIMON, directeur interrégional Grand Est de la protection judiciaire de la jeunesse, est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Dominique SIMON, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.26 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'aviation civile ;  
VU la loi n°78.17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;  
VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret n°60-652 du 28 juin 1960 modifié en dernier lieu par le décret n° 2005-201 du 28 février 2005 portant organisation des services déconcentrés métropolitains de l'aviation civile ;  
VU le décret n°97-1199 du 24 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'équipement, des transports et du logement de l'article 2 du décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2008-1299 du 11 décembre 2008 portant création de la direction de la sécurité de l'aviation civile ;  
VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 19 décembre 2008 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile ;  
VU l'arrêté ministériel du 23 septembre 2010 nommant M. Gérard LEFEVRE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, à compter du 11 octobre 2010 ;  
VU la décision du 12 janvier 2009 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée à M. Gérard LEFEVRE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, en vue :

- 1) de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1er du code de l'aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code ;
- 2) de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département ;
- 3) de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne ;
- 4) de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale ;
- 5) de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome ;
- 6) de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA) la création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique ;



- 7) de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs et les services chargés du péril animalier sur les aérodromes ;  
8) de créer la commission d'aptitude SSLIA et d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;  
9) de valider les formations, de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie ;  
10) de déterminer les périodes minimales de mise en œuvre des mesures relatives au péril animalier ;  
11) de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service ;  
12) d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant ;  
13) de délivrer les agréments concernant les « agents habilités » (article R 321-3 du code de l'aviation civile) et les « chargeurs connus » (article R 321-4 du code de l'aviation civile) ;  
14) de signer les dérogations aux hauteurs minimales de survol hors agglomération (autorisation de vols rasants).

ARTICLE 2 : M. Gérard LEFEVRE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.41 du 14 octobre 2010 accordant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

#### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.27 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 82-632 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des préfets sur les services douaniers ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 17 avril 2008 nommant M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects à Nancy à compter du 1er juin 2008 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects, pour les matières relevant de la gestion courante du personnel, du matériel et des locaux abritant ses services.

ARTICLE 2 : M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes lorsqu'il est lui-même absent ou empêché.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.112 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

#### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.28 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, chargé d'assurer l'intérim du chef du service de la navigation du Nord-Est**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code de l'environnement ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

VU le Code des marchés publics ;

VU le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;  
 VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
 VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 VU la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, en particulier son article 12 ;  
 VU la loi d'orientation n°92.125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, en particulier son article 7 ;  
 VU le décret du 6 février 1932 portant règlement général de police des voies de navigation intérieure  
 VU le décret n°69-52 du 10 janvier 1969 fixant les conditions de radiation des voies d'eau de la nomenclature des voies navigables ou flottables ;  
 VU le décret n°70-1112 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et autres dépendances du domaine public fluvial ainsi que les ports de plaisance - commissions permanentes d'enquête - composition ;  
 VU le décret n°70-1114 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et dépendances du domaine public ainsi que les ports de plaisance - tarifs et conditions d'usage des outillages ;  
 VU le décret n°71-827 du 1er octobre 1971 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes et fluviaux ainsi qu'aux concessions des ports de plaisance et modifiant le décret n° 69-140 du 6 février 1969 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes ;  
 VU le décret n°73-912 du 21 septembre 1973 portant règlement général de police de la navigation intérieure, modifié par le décret n° 77-330 du 28 mars 1977 ;  
 VU le décret n°76-703 du 23 juillet 1976 relatif aux autorisations d'outillage privé avec obligation de service public dans les ports maritimes, sur les autres dépendances du domaine public maritime et sur celles du domaine public fluvial ;  
 VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU l'arrêté du 19 novembre 2010 du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargeant M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe, d'assurer l'intérim du chef de service de la navigation du Nord-Est à compter du 1er décembre 2010 ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la police de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle ;  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée à M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, chargé d'assurer l'intérim du chef de service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer les documents suivants, relatifs aux voies navigables et cours d'eau domaniaux du département de Meurthe-et-Moselle, dans les domaines énumérés ci-après :

1 - Gestion du domaine public fluvial :

- Occupations temporaires
  - Travaux sur les voies d'eau domaniales :  
prise en considération  
ouverture de l'enquête  
autorisation
  - Outillages publics, ports de plaisance :  
prise en considération du projet  
ouverture de l'enquête  
approbation de l'acte de concession
  - Outillages privés avec obligation de service public :  
instruction de la demande, ouverture de l'enquête  
délivrance de l'autorisation
  - Commission permanente d'enquête :  
nomination des membres
  - Tarifs et conditions d'usage des outillages sur les voies de navigation intérieures et les dépendances  
du domaine public fluvial et dans les ports de plaisance :  
affichage et consultation de la commission permanente d'enquête  
opposition éventuelle dans le cas de modification
  - Extractions de matériaux :  
attestation de fin d'instruction domaniale
  - Remise aux services fiscaux de terrains déclarés inutiles
  - Transfert de gestion et superposition d'affectations :  
signature de la convention
  - Echange et acquisition de terrain
  - Décision de démolition des bien immobiliers du Domaine Public Fluvial (D.P.F.)
  - Délimitation du domaine public fluvial, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête
  - Déclassement de cours d'eau :  
envoi des propositions à l'administration centrale  
consultation des services, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête
  - Radiations des voies d'eau :  
envoi des propositions à l'administration centrale  
consultations des services
  - Concessions de voies d'eau :  
- envoi des propositions à l'administration centrale  
- consultations des services
  - Affermage des produits de franc bord.
- 2) Police de l'eau et des milieux aquatiques :
- Installations, ouvrages, travaux et activités non soumis à autorisation ni à déclaration au titre du Code de l'environnement (avis simple)
  - Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés fixant des prescriptions particulières contestées par les pétitionnaires et des arrêtés d'opposition
  - Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux de mise à l'enquête et d'autorisation
  - Procès-verbal de visite de contrôle des installations, ouvrages, travaux et activités soumis au Code de l'environnement et courriers relatifs aux suites à donner
  - Autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles

- Délits de pêche :  
proposition de transaction auprès du procureur de la République  
transmission des procès-verbaux au procureur de la République
- Interdiction temporaire de la pêche
- Décisions favorables simples ou assorties de prescriptions relatives aux projets de constructions en zones submersibles (plans d'exposition aux risques, plan surfaces submersibles, en application de l'article R.421-38-14 du Code de l'urbanisme)
- Représentation de l'ETAT dans les instances judiciaires de premier degré.
- 3) Règlements de police et de navigation :
  - Règlements particuliers de police
  - Autorisations de manifestations sur les voies navigables visées à l'article 1.23 du règlement général de police de la navigation intérieure
  - Autorisations spéciales de transport visées à l'article 1.21 du règlement général de police de la navigation intérieure
  - Contravention à la police de la navigation :  
instruction des procès-verbaux  
transmission au Procureur de la République des procès-verbaux  
représentation de l'Etat dans les instances judiciaires de premier degré.
- 4) Avis à la batellerie :
  - diffusion des modifications des conditions d'exploitation à caractère permanent (modification du ou des Règlements Particuliers de Police)
  - dérogation temporaire Règlement Particulier de Police ou Règlement Général de Police
  - prescriptions de portée générale (économie d'eau)
  - événements sensibles
  - annonce d'arrêts ou de prescription importants, connus à l'avance et de portée limitée (regroupement, réduction d'enfoncement...)
  - arrêts de navigation - décision immédiate qui fait suite à un événement imprévisible
  - restriction localisée
  - avis à vigilance
  - information sur tous types d'événements avec ou sans restriction de circulation et/ou de gabarit (décisions prises par Voies Navigables de France relatives aux horaires de navigation et aux chômages...).
- 5) Procédure d'expropriation :
  - Préparation du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique
  - Levée des plans et recherche des propriétaires
  - Préparation du dossier de l'enquête parcellaire, formalités nécessitées par cette enquête et formalité de l'article L 13-2 du code de l'expropriation.
- 6) Contentieux de la contravention de grande voirie :
  - Notification des procès-verbaux.
  - Saisine des tribunaux administratifs de procès-verbaux de grande voirie.
  - Transactions
  - Notification et exécution des jugements.
  - Représentation de l'Etat devant les Tribunaux administratifs en première instance
- 7) Pêche :
  - Affermage de la pêche.
- 8) Chasse :
  - Affermage de la chasse au gibier d'eau
  - Délit de chasse sur le domaine public fluvial :  
autorisation de transaction  
transmission des procès-verbaux au procureur de la République.

ARTICLE 2 : M. Jean ABELE, chargé d'assurer l'intérim du chef du service Navigation du Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : Les arrêtés préfectoraux N°s 10.BI.46 et 10.BI.47 du 29 novembre 2010 accordant délégation de signature à M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, chargé d'assurer l'intérim du chef du service de la navigation du Nord-Est, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Jean ABELE, chef du service navigation du Nord-Est par intérim, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.29 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du président de la République en date du 7 mai 2009 nommant M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, à l'effet de signer les décisions d'exonération en matière de taxe d'apprentissage.

ARTICLE 2 : M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières à l'exception de celles mentionnées au 1° de l'article 33 du décret du 29 avril 2004 susvisé, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.126 du 31 août 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale par intérim, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Philippe PICOCHÉ, l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, affiché dans les locaux de la préfecture pendant 15 jours et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

#### **Arrêté préfectoral n° 11.BI.30 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code du domaine de l'état ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code de procédure pénale ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure civile ;

VU le code civil ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;

VU le décret N° 2006-634 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 24 janvier 2008 du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, nommant M. Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes - Est à compter du 1er février 2008 ;

VU l'arrêté du 19 janvier 2010 du préfet coordonnateur des itinéraires routiers portant organisation de la direction interdépartementale des routes - Est ;

VU les arrêtés préfectoraux pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

ARTICLE 1 : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions et autorisations relatives à :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées	Art. R 432-7 du CDR
	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR

A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	
A.12	Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L.130-4 code route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'État - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière – Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66 , Circ. N° 69-11 du 21/01/69 Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58 , Circ. interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71 , Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61 , Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N°5 du 12/01/55, Circ. N°86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière – Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière – Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N°56.1425 du 27/12/56 , Circ. N°81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N°78-108 du 23/08/78 , Circ. N°91-01 du 21/01/91 , Circ. N°2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
	D – Représentation devant les juridictions	
D.1	Coordination et représentation de l'état dans les procédures d'expertises judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circulaire du 23 janvier 2007 du Ministre des Transports, de l'équipement, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale
D.3	Dépôt, en urgence devant le juge administratif, de documents techniques, cartographiques, photographiques, etc... nécessaires à la préservation des intérêts défendus par l'Etat et toutes productions avant clôture d'instruction.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

ARTICLE 2 : M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.115 du 27 juillet 2009 portant délégation de signature à M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.31 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Alain COUIC, directeur du service régional de la police judiciaire à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 4 février 2009 nommant M. Alain COUIC directeur du service régional de la police judiciaire à NANCY ;

VU la circulaire PN/DCPJ/SDRE/DRM/AB/N° 20960 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales du 2 août 2007 relative au suivi de la discipline ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Alain COUIC, directeur du service régional de la police judiciaire à NANCY, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les sanctions disciplinaires de l'avertissement et du blâme pour les fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application, ainsi que pour les adjoints administratifs et les agents spécialisés de police technique et scientifique de son service.

ARTICLE 2 : M. Alain COUIC, directeur du service régional de la police judiciaire à NANCY, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.116 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Alain COUIC, directeur du service régional de la police judiciaire à Nancy, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Alain COUIC, directeur du service régional de la police judiciaire à NANCY, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.32 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les codes de l'urbanisme, de l'environnement et du patrimoine ;

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance susvisée relative aux spectacles ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires en Polynésie française et en Nouvelle Calédonie ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 modifié, relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2010-633 du 8 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 19 juillet 2007 portant règlement de comptabilité au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique pour la désignation d'ordonnateurs secondaires et leurs délégués relevant du ministère chargé de la culture sur les opérations du compte d'affectation spéciale « gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2007 de la ministre de la culture et de la communication nommant M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à compter du 1er janvier 2008 ;  
VU la circulaire n° 00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de délégation de signature des préfets ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Monsieur Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à l'effet de signer tous actes et documents liés à l'exécution des missions prévues par le décret n° 2010-633 du 8 juin 2010 susvisé, particulièrement en ses articles 2, 3 et 4.

A cet effet, délégation est notamment donnée à Monsieur Jean-Luc BREDEL en matière :

- de délivrance, de refus ou de retrait des licences d'entrepreneur de spectacles,
- de correspondances d'ordre technique relatives aux objets mobiliers, et notamment celles confiées au conservateur des antiquités et objets d'art, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci,
- d'autorisations de travaux en application de l'article L 621-32 du code du patrimoine,
- d'autorisation spéciale de travaux en secteurs sauvegardés, à l'exclusion de ceux qui ne ressortissent ni au permis de construire, ni à la déclaration préalable, ni à d'autres autorisations d'occuper le sol (articles L 313-2 et R 313-14 du code de l'urbanisme).

ARTICLE 2 : Délégation de signature est en outre donnée à Monsieur Jean-Luc BREDEL en matière de dépenses de fonctionnement et d'investissement du compte d'affectation spéciale " Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat " relevant du ministre en charge du domaine (arrêté du 19 juillet 2007 susvisé).

ARTICLE 3 : L'exercice des compétences de Monsieur Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles, ne fait pas obstacle aux pouvoirs propres que détient en vertu des lois et règlements en vigueur, Monsieur Alexander ENTZER et Madame Gaëlle PERRAUDIN, architectes des bâtiments de France dans le département de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 4 : Monsieur Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, définit par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 5 : Demeurent réservées, en toutes matières à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 7 : Les arrêtés n° 10.BI.09 du 8 février 2010 et n° 9.BMSSE.127 du 29 septembre 2009 sont abrogés.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.33 du 17 janvier 2011 accordant délégations d'ingénierie publique**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des Marchés Publics ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret n°67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret n°82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;

VU le décret n°2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;

VU le décret n°2003 du 14 novembre 2003 relatif aux attributions et à l'organisation des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret N°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 18 décembre 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur François Hurson directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à compter du 1er février 2003 ;

VU l'arrêté du Premier Ministre du 1er janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er janvier 2010 ;

VU l'arrêté du 19 novembre 2010 du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargeant M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe, d'assurer l'intérim du chef de service de la navigation du Nord-Est à compter du 1er décembre 2010 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Michel Marty, directeur départemental des territoires, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée ;
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 2 : Délégation est donnée à M. Jean ABELE, chef de service de la navigation du Nord-Est par intérim, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée ;  
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée à M. François Hurson, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée ;  
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 4 : MM MARTY, ABELE et HURSON définissent par arrêté pris au nom du préfet, chacun en ce qui le concerne, la liste de leurs subordonnés habilités à signer les actes d'ingénierie publique dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.48 du 29 novembre 2010, accordant délégations d'ingénierie publique à MM MARTY, ABELE et HURSON est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

- M. Jean ABELE, chef du service de la navigation du Nord-Est par intérim,

- M. François HURSON, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est,

affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à M. le secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine et à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.35 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Luis- Filipe ALVES, adjoint technique principal 2ème classe**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 décembre 2007 reclassant M. Luis-Filipe ALVES dans le corps des adjoints techniques du ministère de l'intérieur et de l'outre-mer ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée, dans le cadre de ses attributions, à M. Luis-Filipe ALVES, adjoint technique principal 2ème classe à la résidence du préfet, pour Les bons de commandes inférieurs à 500 euros

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.119 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Luis-Filipe ALVES, adjoint technique principal 2ème classe, est abrogé.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Luis-Filipe ALVES, adjoint technique principal 2ème classe à la résidence du préfet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.36 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, à l'effet de signer :  
- les correspondances courantes dans les matières la concernant,  
- les bordereaux d'envoi.

En cas d'absence de Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, la même délégation de signature est consentie à Mme Edith CHARRIAU-CORON, attachée, adjointe au chef du pôle juridique interministériel, Mme Yolande VAUDIN, secrétaire administrative de classe supérieure et Mme Anne PIZMOHT, secrétaire administrative de classe normale.

ARTICLE 2 : Dans le cadre des contentieux, délégation à l'effet de représenter l'Etat est confiée à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, et à Mme Edith CHARRIAU-CORON, attachée, adjointe au chef du pôle juridique interministériel.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, à l'effet de signer les mémoires dans le cadre du contentieux d'urgence lié à la rétention.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.36 du 22 septembre 2010 accordant délégation de signature à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Sophie ROUSSAUX et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT



**Arrêté préfectoral n° 11.OSD.01 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;  
VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret du président de la République du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports et du 4 janvier 1994 pour l'exécution de la section budgétaire Ville ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2002, modifié par les arrêtés des 18 juin 2005 et 25 octobre 2005, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.01 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

ARTICLE 1er : Délégation de signature est accordée à M. MICHEL MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur les budgets ministériels et programmes suivants :

BUDGET DU MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT (CODE 23)

Mission Écologie, développement et aménagement durables :

- programme 113 : Urbanisme, paysages, eau et biodiversité

- programme 174 : Énergie, climat et après-mines

- programme 181 : Prévention des risques

- programme 203 : Infrastructures et services de transports

- programme 217 : Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer

Mission Ville et logement :

- programme 109 : Aide à l'accès au logement

- programme 135 : Développement et amélioration de l'offre au logement

- programme 177 : Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Mission Contrôle de la circulation et du stationnement routier :

- programme 751 : Radars

Compte non doté de crédit :

- compte 908 : Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement (compte de commerce du parc de l'équipement)

BUDGET DU MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION (CODE 09)

Mission Écologie, développement et aménagement durables :

- programme 207 : Sécurité et circulation routières

BUDGET DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE (CODE 12)

Mission Direction de l'action du Gouvernement :

- programme 333 : Moyens mutualisés des administrations déconcentrées – action 1

BUDGET DU MINISTERE DE LA VILLE (CODE 39)

Mission Ville et logement :

- programme 147 : Politique de la ville et Grand Paris

BUDGET DU MINISTERE DES SPORTS (CODE 52)

Mission Sport, jeunesse et vie associative :

- programme 219 : Sport

BUDGET DU MINISTERE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ÉTAT (CODE 07)

Mission Gestion du patrimoine immobilier de l'État :

- programme 723 : Contribution aux dépenses immobilières

Mission Gestion des finances publiques et des ressources humaines :

- programme 309 : Entretien des bâtiments de l'État

BUDGET DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PECHE, DE LA RURALITE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (CODE 03)

Mission Politique des territoires :

- programme 112 : Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire

Mission Enseignement scolaire :

- programme 143 : Enseignement technique agricole

Mission Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales :

- programme 149 : Forêt

- programme 154 : Économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires

- programme 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation

- programme 215 : Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

La présente délégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686) et en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT (compte 706.3 Prestations de service - Ingénierie publique).

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du directeur des finances publiques, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 4 : M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de Mme la directrice départementale des finances publiques.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE REPRESENTANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée à M. MICHEL MARTY, directeur départemental des territoires, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1er du présent arrêté. Les niveaux d'évaluation des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 4 845 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. le directeur départemental des territoires pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est également accordée à M. le directeur départemental des territoires, dans la limite des seuils prévus à l'article 6, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 8 : M. le directeur départemental des territoires m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € hors taxes. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 210 000 € hors taxes en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, M. le directeur départemental des territoires peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché, telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 210 000 € hors taxes en matière de travaux, M. le directeur départemental des territoires peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

S'agissant d'actes engageant les crédits de l'État par consommation des autorisations d'engagement cette subdélégation est accordée dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 4.

ARTICLE 10 : l'arrêté 10.OSD.01 du 20 janvier 2010 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et du représentant du pouvoir adjudicateur à M. le directeur départemental des territoires est abrogé.

ARTICLE 11 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental des territoires et Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

#### **Arrêté préfectoral n° 11.OSD.02 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret du président de la République du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports.

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sociales ;

VU les arrêtés interministériels du 23 mars 1994 et du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.11 du 15 décembre 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

##### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est accordée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées au titre des programmes suivants :

- Programme 104 "Intégration et accès à la nationalité française"
- Programme 106 "Action en faveur des familles vulnérables"
- Programme 109 "Aide à l'accès au logement"
- Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative"
- Programme 135 "Développement et amélioration de l'offre de logement"
- Programme 137 "Égalité entre les hommes et les femmes"
- Programme 147 "Politique de la ville"
- Programme 157 "Handicap et dépendance"
- Programme 163 "Jeunesse et vie associative"
- Programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"
- Programme 183 "Protection maladie"
- Programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur"
- Programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer"
- Programme 219 "Sport"
- Programme 304 "Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales"
- Programme 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées" – action 1

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités, y compris en ce qui concerne les recettes d'indus de primes exceptionnelles de RMI.

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à M. le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables de Mme la directrice départementale des finances publiques, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 4 : M. le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de Mme la directrice départementale des finances publiques.

##### DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE REPRESENTANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1er du présent arrêté. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 4 845 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. le directeur départemental de la cohésion sociale pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est également accordée à M. le directeur départemental de la cohésion sociale à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 8 : M. le directeur départemental de la cohésion sociale m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € hors taxes. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 210 000 € hors taxes en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, M. le directeur départemental de la cohésion sociale peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché, telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

ARTICLE 10 : En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services, et des marchés inférieurs à 210 000 € hors taxes en matière de travaux, M. le directeur départemental de la cohésion sociale peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 11 : L'arrêté préfectoral n° 10.OSD.11 du 15 décembre 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

ARTICLE 12 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de la cohésion sociale et Mme la directrice départementale des finances publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté préfectoral n° 11.OSD.03 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU les décrets n°98-81 du 11 février 1998 et 99-89 du 8 février 1999 relatifs aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle Calédonie ;

VU le décret n°2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n°64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets modifié et le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT, préfet de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté du premier ministre du 1er janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant Mme Catherine BOURGUIGNON directrice départementale de la protection des populations de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.02 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

**ARRETE**

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

ARTICLE 1er : Délégation de signature est accordée à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation :

- des dépenses imputées au titre des programmes suivants :

- 134 : développement des entreprises et de l'emploi

- 206 : sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation

- 333 : moyens mutualisés des administrations déconcentrées – action 1

- des recettes relatives à l'activité de son service

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à Mme la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables de Mme la directrice départementale des finances publiques, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 4 : Mme la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de Mme la directrice départementale des finances publiques.

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE REPRESENTANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1er du présent arrêté. Les niveaux d'évaluation des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 4 845 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Mme la directrice départementale de la protection des populations pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est également accordée à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 8 : Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € hors taxes. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 210 000€ hors taxes en matière de travaux pour lesquels elle assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché, telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

ARTICLE 10 : En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services, et des marchés inférieurs à 210 000 € hors taxes en matière de travaux, Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 11 : L'arrêté préfectoral n° 10.OSD.02 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

ARTICLE 12 : M. le secrétaire général de la préfecture, Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations et Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté préfectoral n° 11.OSD.04 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public, responsable du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret du président de la République du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;

VU la décision de M. le ministre de l'économie et des finances du 7 juin 1996, confiant la présidence du comité d'hygiène et de sécurité inter directionnel de Meurthe-et-Moselle au directeur des services fiscaux ;

VU la décision du ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État en date du 05 mars 2010, d'affecter Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques, à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle à compter du 31 mars 2010 ;

VU le courrier du 13 janvier 2010 du chef du bureau des ressources humaines (RH1B) du ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, affectant Monsieur Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public, en qualité de responsable du pôle pilotage et ressources à la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.08 du 13 août 2010 accordant à Monsieur Xavier HUMBERT délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 10.OSD.10 du 26 août 2010 et 10.OSD.12 du 15 décembre 2010 ;

SUR proposition de M. secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

ARTICLE 1er : Afin de préserver le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable et compte tenu des missions confiées à Mme Françoise NOITON à la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle, délégation de signature est accordée à Monsieur Xavier HUMBERT, responsable du pôle pilotage et ressources, à l'effet de liquider les dépenses et de signer les mandats édités par la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle, imputés sur le budget du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État (207) au titre du programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local », y compris la régie d'avances et de recettes, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur Xavier HUMBERT à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur le budget du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État (code 207) au titre du programme 218 « conduite et pilotage des politiques économiques et financières » et du compte d'affectation spéciale 0723 « Dépenses immobilières » d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

Délégation de signature est également accordée à Monsieur Xavier HUMBERT à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées au titre du programme des comptes de commerce 0907, assignées sur la caisse comptable spécialisée du Domaine

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Xavier HUMBERT pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État, intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

ARTICLE 4 : La présente délégation ne concerne pas les éventuels ordres de réquisition du comptable public, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 5 : M. Xavier HUMBERT peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels susvisés portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués, en respectant le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable.

ARTICLE 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de Mme la Directrice Départementale des Finances Publiques.

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS**

ARTICLE 7 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics dont la dépense est imputée sur les programmes visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 4 845 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur Xavier HUMBERT pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

ARTICLE 8 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur Xavier HUMBERT à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 9 : Monsieur le directeur départemental du trésor public de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € hors taxes. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 10 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 210 000 € hors taxes en matière de travaux, pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, Monsieur le directeur départemental du trésor public de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 210 000 € hors taxes en matière de travaux, Monsieur Xavier HUMBERT peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 11 : L'arrêté préfectoral n° 10.OSD.08 du 13 août 2010 accordant à Monsieur Xavier HUMBERT délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 10.OSD.10 du 26 août 2010 et 10.OSD.12 du 15 décembre 2010, est abrogé ;

ARTICLE 12 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental du trésor public de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et Mme la directrice de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté préfectoral n° 11.OSD.05 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret du président de la République du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 4 août 2008 nommant M. Lionel RAZUREL en qualité de directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à compter du 10 septembre 2008 ;

VU la circulaire du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire n° NOR/INT/C/93/00262 du 10 décembre 1993 relative à la gestion déconcentrée des services de police ;

SUR proposition de M. secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

ARTICLE 1er : Délégation de signature est accordée à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses ainsi que, le cas échéant aux opérations relatives aux recettes (titres de perception, états exécutoires, cessions), imputées au titre du programme 176 à l'exception des opérations relatives à l'action sociale et aux indemnités dues aux fourrières.

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement.

ARTICLE 2 : La présente délégation ne concerne ni décisions d'opposition de prescription quadriennale aux créanciers, ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables de Mme la directrice départementale des finances publiques, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 3 : M. le directeur départemental de la la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature au Secrétariat Général de l'Administration de la Police – Est à Metz, dans les termes d'une délégation de gestion agréée par mes soins.

ARTICLE 4 : M. le directeur départemental de la la sécurité publique peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature aux agents relevant de son autorité. Ces subdélégations feront l'objet de décisions spécifiques, prises au nom du Préfet, et seront publiées au recueil des actes administratifs de la Préfecture. La signature des agents habilités est accréditée auprès de Mme la directrice départementale des finances publiques.

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE REPRESENTANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

ARTICLE 5 : Délégation de signature est accordée à M. Lionel RAZUREL, directeur de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur le programme visé à l'article 1er du présent arrêté. Les niveaux d'évaluation des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 4 845 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. le directeur départemental de la sécurité publique pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

ARTICLE 6 : Délégation de signature est également accordée à M. le directeur départemental de la sécurité publique à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 7 : M. le directeur départemental de la sécurité publique m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € hors taxes. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 8 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 210 000€ hors taxes en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, M. le directeur départemental de la sécurité publique peut se faire représenter dans le cadre de la délégation de gestion au SGAP approuvée par mes soins.

ARTICLE 9 : En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services, et des marchés inférieurs à 210 000 € hors taxes en matière de travaux, M. le directeur de la sécurité publique peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 10 : L'arrêté préfectoral n° 09.OSD.40 du 17 décembre 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

ARTICLE 11 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de la sécurité publique et Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté préfectoral n° 11.OSD.06 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret du président de la République du 7 mai 2009 nommant M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté interministériel du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09.OSD.36 du 31 août 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

ARTICLE 1er : Délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur le budget de l'éducation nationale et de la recherche au titre des programmes suivants :

- Programme 139 « Enseignement scolaire privé du premier degré et du second degré »
- Programme 140 « Enseignement scolaire public du premier degré »
- Programme 141 « Enseignement scolaire public du second degré »
- Programme 214 « Soutien de la politique de l'éducation nationale »
- Programme 230 « Vie de l'élève »

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables de Mme la directrice départementale des finances publiques, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 4 : M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de Mme l'administrateur général des finances publiques.

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE REPRESENTANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière

de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1er du présent arrêté. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 4 845 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est également accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 8 : M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € hors taxes. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 210 000€ hors taxes en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché, telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

ARTICLE 10 : En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services, et des marchés inférieurs à 210 000 € hors taxes en matière de travaux, M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 11 : L'arrêté préfectoral n° 09.OSD.36 du 31 août 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

ARTICLE 12 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, et Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté préfectoral n° 11.OSD.07 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du président de la République du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté conjoint de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et de M. le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 portant nomination de M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.06 du 1er juin 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

SUR proposition de M. secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, en sa qualité de responsable d'unité opérationnelle, à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 des Budgets Opérationnels de Programme (BOP) centraux et régionaux suivants :

- Programme 102 : accès et retour à l'emploi
- Programme 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
- Programme 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- Programme 155 : moyens de fonctionnement des DIRECCTE

Cette délégation porte sur la réception des crédits, l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses et les opérations relatives aux recettes.

ARTICLE 2 : Demeurent réservés à la signature du Préfet :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outer » prévue par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État.

ARTICLE 3 : Un compte rendu trimestriel d'utilisation des crédits sera adressé au Préfet.



ARTICLE 4 : M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs fonctionnaires et agents de l'État placés sous son autorité. La signature des agents habilités est accréditée auprès de Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle. La décision de subdélégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n° 10.OSD.06 du 1er juin 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, est abrogé.

ARTICLE 6 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

---

**Arrêté préfectoral n° 11.OSD.08 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire pour les opérations de liquidation et de liaison dans le cadre de la paye sans ordonnancement préalable à l'école d'architecture de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;  
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations et de leurs accessoires servis aux fonctionnaires et agents des services de l'État ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret du président de la République du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 6 avril 2009 nommant M. Lorenzo DIEZ en qualité de directeur de l'école nationale supérieure d'architecture de Nancy ;

VU l'arrêté du ministère de la culture et de la communication du 27 juillet 2009 affectant par voie de détachement, à compter du 1er septembre 2009, Mme Bernadette CLAVEL, attachée principale, à l'école d'architecture de Nancy ;

SUR proposition de M. secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

ARTICLE 1: Délégation de signature est donnée à M. Lorenzo DIEZ, directeur de l'école d'architecture de Nancy, ainsi qu'à Mme Bernadette CLAVEL, secrétaire générale de l'école d'architecture de Nancy, à l'effet de signer en mon nom tous les documents liquidatifs et de liaison relatifs à la rémunération des fonctionnaires et agents de l'État de l'école d'architecture de Nancy.

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral 09.OSD.37 du 17 septembre 2009, portant même objet, est abrogé.

ARTICLE 3 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur de l'école d'architecture de Nancy, Mme le secrétaire général de l'école d'architecture de Nancy et M. le directeur régional des finances publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 janvier 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

